

**Les antagonismes
de classes à
l'époque de la Révolution française**

1908, Nouvelle édition des « antagonismes de classes de 1789 »

Karl Kautsky

1889

Table des matières

Préface de la deuxième édition 1889	2
1. Introduction.....	4
2. La monarchie absolue	6
3. Noblesse et clergé.....	10
4. La noblesse de robe	17
5. La révolte des privilégiés	20
6. La bourgeoisie.....	22
7. Les intellectuels	27
8. Les sans-culottes.....	32
9. Les paysans.....	37
10. À l'étranger.....	45

Traduction Gérard Billy

Préface de la deuxième édition 1889

C'est le calendrier qui a suscité l'écriture de la présente étude. Publiée d'abord en 1889 sous la forme d'une série d'articles dans la revue « die Neue Zeit »¹, elle a été reprise en brochure pour le centième anniversaire du début de la Grande Révolution sous le titre « Les antagonismes de classes en 1789 ». L'occasion avait suggéré le titre, mais une fois celle-ci passée, il n'est plus guère adapté à l'objet de cet essai, qui ne se limite pas à l'année 1789, mais couvre toute la durée de la Révolution. Je l'ai donc modifié pour cette réédition sans pour autant rien changer au contenu.

Le but que je poursuivais il y a vingt ans en écrivant ces pages est malheureusement toujours d'actualité : il s'agissait de contrer une interprétation triviale du matérialisme historique, un marxisme vulgaire qui sévissait un peu partout à cette époque.

Quand « die Neue Zeit » fut fondée en 1883, la conception matérialiste de l'histoire, et plus généralement la théorie marxiste, malgré le Manifeste Communiste et l'Anti-Dühring de Engels, étaient encore très marginales et très mal comprises, même dans les milieux socialistes. Cela était très net dans la revue scientifique de la social-démocratie allemande de 1877, où rien ne laissait soupçonner qu'il existât quelque chose de ce genre. En 1889, en revanche, cette conception s'était imposée non seulement dans la social-démocratie allemande, mais aussi dans toute la social-démocratie internationale. Engels et ses amis allemands y avaient beaucoup contribué dans le « Sozialdemokrat » et dans la « Neue Zeit », et avec la même efficacité, Guesde et Lafargue avaient fait de même dans les pays latins, Axelrod et Plekhanov dans les pays slaves.

Mais la conversion au marxisme des jeunes générations des milieux intellectuels du parti avait été trop brusque, trop précipitée, et chez de très nombreux nouveaux adeptes, il manquait une vraie compréhension de cette théorie. Si l'on veut s'assimiler le marxisme dans toutes ses dimensions, si, au-delà de l'adhésion à la lutte des classes sur le terrain des luttes, il s'agit de conquérir une réflexion pleinement indépendante dans le domaine du savoir, il faut rompre définitivement avec les modes de pensée de la science traditionnelle et avoir assez de familiarité avec les différentes disciplines pour pouvoir se passer des béquilles de la science bourgeoise. Vouloir travailler sur la base du marxisme sans satisfaire à ces conditions, c'est s'exposer au risque de tomber dans un marxisme vulgaire qui peut, certes, suffire à qui se contente de populariser ce que Marx et Engels ont déjà trouvé, mais qui est condamné à l'échec si on quitte les chemins déjà balisés.

Pour ce marxisme vulgaire, fort répandu en 1889, savoir que l'évolution des sociétés est un produit de la lutte des classes et que la société socialiste surgira de la lutte entre bourgeoisie et prolétariat, suffisait à donner les clés de toute sagesse. Contrer ce marxisme vulgaire, mettre en garde contre le danger que le marxisme soit réduit à une formule toute faite et à un cliché simpliste, telle était la tâche assignée, à cette étude entre d'autres travaux. On voulait y montrer combien l'intelligence des faits s'enrichit quand on applique à l'histoire le principe de la lutte des classes, mais aussi mettre en lumière la quantité de problèmes qui en découlent. On voulait ce faisant enrayer une certaine tendance à édulcorer, non seulement la théorie, mais aussi la pratique de la lutte des classes en montrant que la politique socialiste ne doit pas se contenter de prendre acte de l'opposition entre capital et travail en général, qu'elle doit aussi passer au crible l'ensemble de l'organisme social dans tous les détails, étant donné que, subordonnées à cette contradiction majeure, il en existe bien d'autres encore dans la société, d'importance moindre, certes, mais qu'il ne faut pas négliger, car les comprendre et les exploiter peut être un atout important pour la politique prolétarienne et peut la rendre bien plus féconde.

¹ « Les Temps Nouveaux », revue fondée par Kautsky en 1883.

L'introduction donnait quelques indications sur les objectifs que je poursuivais face au marxisme vulgaire. Il n'y avait à ce moment-là aucune raison de procéder de manière plus radicale.

Mais il se trouve qu'à l'époque où cette étude était publiée, mûrissait déjà la révolte d'une partie des marxistes vulgaires contre le marxisme, la révolte des « jeunes » en Allemagne, de Domela Nieuwenhuis et Cornelissen en Hollande, qui estimaient devoir défendre la théorie de la lutte des classes même contre Engels en personne, qu'ils accusaient de ne pas avoir bien compris Marx.

Après la mort d'Engels, ces éléments allèrent encore plus loin, et cette évolution reçut le renfort d'autres marxistes vulgaires. Dans une période de prospérité où les autorités avaient une attitude tolérante, ils trouvaient désormais à redire au marxisme lui-même tel qu'ils le comprenaient, et ils s'attaquèrent au même marxisme vulgaire qu'ils avaient naguère prêché comme étant le vrai marxisme, mais aussi au marxisme en général, avec des arguments soit anarchistes, soit libéraux. Ceci avec l'approbation de ceux qui, dès le début, avaient rejeté le marxisme.

Dans cette situation, la priorité des marxistes, dans la mesure où ils n'étaient pas accaparés par la politique quotidienne, était désormais de mettre au net et de défendre ce qui représentait les acquis du marxisme. Et comme, en même temps, notre parti se renforçait dans de telles proportions que les tâches pratiques d'organisation politique et syndicale, les tâches journalistiques, absorbaient l'énergie de toute la jeune génération d'intellectuels, on comprendra qu'il restait en cette période peu de forces disponibles pour poursuivre l'élaboration scientifique du marxisme.

L'esquisse que j'avais écrite il y a vingt ans sur les antagonismes de classes à l'époque de la Grande Révolution n'a, de ce fait, malheureusement pas encore été rendue caduque par d'autres travaux.

Elle devrait toutefois sous peu, être heureusement complétée par un ouvrage sur la Révolution Française que H. Cunow est en train de préparer et que je voudrais signaler dès aujourd'hui à l'attention de tous les lecteurs de mon opuscule qui voudraient pénétrer plus avant dans le sujet.

On comptera bientôt quatre générations qui se seront succédé depuis le début de la Grande Révolution, mais cet événement grandiose continue encore à produire ses effets de nos jours, et il est impossible de comprendre entièrement les antagonismes de classes actuels sans avoir compris le drame au cours duquel elles se sont, pour la première fois sans emballage religieux, entrechoquées avec la plus grande violence, et où s'est révélé sans fard ce que sont réellement les classes de la société bourgeoise. Mais s'y est aussi dévoilée l'essence même de cette société structurée par les contradictions qui les opposent, des contradictions qui ne peuvent que provoquer des catastrophes à répétition. Les formes et l'ampleur des tragédies sociales varient en fonction des techniques à l'œuvre dans l'économie, les échanges et la politique, mais elles se reproduisent inéluctablement aussi longtemps que l'armature de la société est faite de classes antagonistes.

Nouvel an 1908

Karl Kautsky

1. Introduction

C'est le 17 juin 1789 que les députés du Tiers État, pressés par l'effervescence révolutionnaire du pays tout entier, se constituèrent en Assemblée Nationale et donnèrent par là-même le coup d'envoi du gigantesque drame social que nous appelons la Grande Révolution « par excellence ».

Les espérances que fit naître cette initiative étaient immenses, mais elles furent encore dépassées par l'enchaînement des événements qui suivirent. L'édifice de l'État féodal, qui paraissait naguère encore si solide, s'effondra comme un château de cartes sous l'assaut des masses. En l'espace de quelques mois seulement furent brisées toutes les entraves qui avaient corseté la France et failli la faire périr étouffée. Comme un géant encore dans l'enfance, le nouveau mode de production pouvait désormais bénéficier du grand air, de la lumière et de toutes les possibilités d'un plein épanouissement. Devant l'enthousiasme du peuple affranchi, les résistances se volatilèrent. La France, qui sous l'ancien régime, était devenue la risée de toute l'Europe, résistait maintenant victorieusement à l'assaut conjugué des monarchies européennes alliées à la contre-révolution intérieure. Et la bannière de la révolution n'allait pas tarder à parcourir tout le continent en volant de victoire en victoire.

D'un autre côté, assurément, il apparut que nombre des espoirs nourris par les hommes de la révolution étaient des chimères. L'abolition des privilèges n'avait pas suffi pour que s'instaure le règne de la liberté et de la fraternité. De nouveaux antagonismes de classes se faisaient jour, et ils étaient gros de nouvelles luttes sociales et de nouveaux bouleversements. La misère ne reculait pas, le prolétariat grossissait, de même que s'intensifiait l'exploitation de la population laborieuse. L'État et la société dont accoucha la révolution ne correspondaient ni à l'idéal de Montesquieu ni à celui de J.-J. Rousseau. La réalité des conditions objectives avait été plus forte que les idées.

Un événement historique comme celui-là présente bien entendu tellement de facettes différentes que tous les courants, ceux qui veulent le glorifier et le célébrer tout comme ceux qui éprouvent le besoin de le vilipender, de le tourner en ridicule ou de le vouer aux gémonies, peuvent y trouver de quoi s'alimenter.

Il est encore plus facile d'y trouver de quoi nourrir des objectifs partisans si on se place d'un point de vue moralisateur. Un drame de cette ampleur chauffe à l'extrême les passions des acteurs. On peut trouver dans tous les partis des exemples des vertus les plus plaisantes et les plus sublimes, des exemples d'héroïsme et de désintéressement sans équivalent, mais tout autant des exemples d'une ignoble bassesse, de cruauté, de lâcheté et de cupidité. Chacun peut à moindres frais s'offrir le plaisir d'exalter les traits sympathiques des siens et de jeter l'ignominie des autres à la face des adversaires.

Cette façon d'écrire l'histoire a beau être plutôt étrange, le nombre de ceux qui ont su s'en abstenir est fort réduit. Et cela s'explique tout naturellement. Les antagonismes qui explosèrent au cours de la révolution française ne sont pas encore totalement dépassés. Elle en a elle-même créé de nouveaux, qui se sont alors manifestés pour la première fois et n'ont depuis lors fait que s'aiguiser et se préciser. Il n'existe aucun parti moderne qui ne se sente d'une manière ou d'une autre, par tradition ou sympathie, ou en raison d'une analogie dans la situation ou les buts poursuivis, une parenté avec l'une ou l'autre des tendances de la révolution française, et ne soit de ce fait enclin à porter sur elles un jugement particulièrement indulgent, tout en étant particulièrement sévère pour les tendances des adversaires.

Mais la révolution française elle-même a ouvert la voie à une conception de l'histoire qui rend possible un examen objectif des phénomènes historiques, celui-là comme tous les autres, une conception qui voit, en dernière analyse, la force propulsive de l'évolution historique non pas dans les volontés

humaines, mais dans les rapports objectifs qui lient les individus tout en étant indépendants d'eux, ou pour mieux dire, qui les dominent,.

Ceux qui dressent le tableau de la révolution française en la présentant comme l'œuvre des philosophes, des Voltaire et des Rousseau, d'un côté, et de l'autre, des orateurs de l'Assemblée Nationale, des Mirabeau et des Robespierre, ne pouvaient cependant pas ne pas noter que le conflit qui a débouché sur la révolution provenait de l'antagonisme opposant les deux premiers ordres et le Tiers État. Ils ont vu que cet antagonisme n'était pas éphémère et contingent : il avait déjà opéré dans les États Généraux de 1614 et dans ceux qui les avaient précédés, il avait été un facteur essentiel de l'évolution historique, et au premier chef de la consolidation de la royauté absolue. Il ne pouvait leur échapper que ce conflit prenait ses racines dans les structures économiques.

Certes, dans la plupart des ouvrages consacrés à la période révolutionnaire, la lutte des classes n'apparaissait pas, elle n'apparaît encore aujourd'hui toujours pas, comme le moteur du bouleversement, mais seulement comme un épisode situé au milieu des luttes des philosophes, des orateurs et des hommes d'État, comme si ces dernières n'étaient pas le résultat nécessaire de celle-là. Il a fallu un gigantesque travail conceptuel pour que ce qui semblait être un phénomène épisodique, fût identifié comme le ressort réel, non seulement de toute la Révolution, mais aussi de toute l'évolution des sociétés depuis que se sont constitués les antagonismes de classes.

La conception matérialiste de l'histoire est encore aujourd'hui très contestée. Mais l'idée que la révolution française est l'aboutissement d'une lutte de classes entre le Tiers État et les deux autres ordres, est en revanche presque généralement admise depuis longtemps. Elle a cessé d'être une théorie destinée seulement aux spécialistes, elle est devenue totalement populaire, notamment auprès de la classe ouvrière allemande. Les adeptes de cette idée ont actuellement moins pour tâche de la défendre que de la préserver de toute édulcoration.

Quand on ramène le cours de l'histoire à celle des luttes de classes, la tentation est grande de supposer que dans la société en question il n'y a que deux camps, deux classes en lutte, deux masses compactes et homogènes, la masse révolutionnaire et la masse réactionnaire, qu'il n'y a qu'un « eux et nous ». À ce compte, la tâche de l'historien serait assez facile. Mais la réalité est loin d'être aussi simple. La société est un organisme extraordinairement complexe, elle le devient chaque jour davantage, c'est un enchevêtrement de classes multiples et d'intérêts les plus divers, lesquels peuvent, en fonction de la situation, se regrouper en formant les partis les plus variés.

Cela vaut pour aujourd'hui, et cela vaut aussi pour l'époque de la révolution française.

2. La monarchie absolue

Avant d'examiner les antagonismes de classes à l'époque de la grande Révolution, il nous semble utile de jeter un coup d'œil sur la formation politique à l'intérieur de laquelle ils se sont déployés. La forme de l'État détermine la façon dont les différentes classes cherchent à faire prévaloir leurs intérêts, elle détermine la configuration de la lutte des classes.

La forme de l'État français, de 1614 à 1789, c'était la monarchie absolue, donc un type d'État qui, dans des conditions normales, exclut toute lutte de classes intensive, puisqu'il interdit à ses « sujets » toute activité politique, et par conséquent est dans la durée incompatible avec la société d'aujourd'hui. Toute lutte de classes débouche inévitablement sur une lutte politique, toute classe ascendante est donc obligée, si elle n'a pas de droits politiques, de se battre pour les obtenir. Mais les luttes politiques ne s'arrêtent pas une fois ces droits acquis ; au contraire, c'est à partir de ce moment qu'elle commencent réellement, un phénomène qui a surpris et épouvanté bien des idéologues en 1789 comme plus tard en 1848.

L'absolutisme, c'est-à-dire l'indépendance du pouvoir politique par rapport aux classes dominantes, la forme étatique où le pouvoir d'État n'est pas directement un instrument de la domination de classe, mais a, au moins dans les apparences, une existence autonome au-dessus des partis et des classes, ne peut s'établir que là où les classes qui jouent un rôle décisif dans la vie de la société, s'équilibrent de telle sorte qu'aucune n'est assez forte pour s'emparer elle-même du pouvoir politique. Celui-ci est alors en mesure de tenir en respect chacune des classes en présence en les jouant les unes contre l'autre, de leur imposer à toutes un armistice, une trêve des luttes politiques, et de les assujettir toutes à ses volontés.

Telle était la situation en France au XVII^{ème} siècle. Le mode de production féodal était en voie de décomposition, et la noblesse féodale assise sur la propriété foncière, avait, tout comme l'Église, perdu la capacité d'exister politiquement de façon autonome face aux organes de gestion de l'État derrière lesquels se tenaient les puissances d'argent en plein essor. Elles devinrent bien plutôt les valets de la royauté, des soutiens de l'absolutisme. Un nombre sans cesse croissant de nobles rejoignait la noblesse de cour, ils y devenaient quelque chose comme des laquais haut de gamme du roi, celui-ci se chargeant en retour de veiller à leur prospérité matérielle. Cessant d'être des obstacles à l'absolutisme, la noblesse et le haut clergé en devenaient de plus en plus les soutiens.

La puissance de la royauté devint d'autant plus illimitée que le nouveau mode de production mettait à sa disposition des moyens de plus en plus considérables pour exercer son pouvoir. À l'époque féodale, les communautés qui constituaient l'État avaient été économiquement presque entièrement autonomes, elles produisaient elles-mêmes à peu près tout ce dont elles avaient besoin. De là leur autonomie politique. Par contre, la production marchande et le commerce rendaient les diverses communautés du pays dépendantes d'un ou de plusieurs centres économiques, et la centralisation politique suivit la centralisation économique.

Aux organes d'auto-administration des provinces et des communes se substituèrent des organes d'administration centralisée, une bureaucratie qui conquérait chaque jour de nouveaux territoires, était chaque jour soumise à une discipline plus stricte et mise davantage dans la dépendance du pouvoir central.

À côté de la bureaucratie, pour toute une série de raisons qui tiennent elles aussi à la production marchande mais qu'il n'est pas possible de détailler ici, se forma une **armée permanente** complètement dépendante du pouvoir central, à l'origine destinée à assurer la défense

du pays contre les ennemis de l'extérieur, mais aussi utilisable pour réprimer par la force toute résistance armée au gouvernement **à l'intérieur du pays**.

L'entretien de ces nouveaux dispositifs nécessitait bien entendu de l'argent, beaucoup d'argent. La puissance de l'État dépendait donc en dernière instance des contributions des citoyens possédant ou gagnant de l'argent. S'ils refusaient de contribuer, ou s'ils y mettaient des conditions et réussissaient à les imposer, c'en était fait de l'absolutisme, de la totale indépendance du pouvoir d'État. Aussi longtemps toutefois que les classes concernées n'eurent pas en elles-mêmes les moyens de résister ou que leurs intérêts ne firent pas de la résistance une nécessité pressante, les détenteurs du pouvoir d'État eurent toute licence de s'imaginer réellement que l'État n'était là que pour servir leurs intérêts personnels.

L'État devint simplement le domaine du prince régnant, l'intérêt du monarque se confondait avec celui de l'État. Plus l'État était puissant et riche, plus son souverain l'était lui-même. L'essentiel de sa tâche consistait désormais à veiller au bien-être matériel de ses sujets de la même façon que le berger prend soin des moutons qu'il a l'intention de tondre. Plus la bureaucratie évinçait les cadres antérieurs de gestion de l'État, plus ses interventions dans les conditions matérielles s'étendaient à des domaines nouveaux et gagnaient en importance, plus l'État mettait de zèle à développer le commerce, l'industrie et l'agriculture, à engager des réformes administratives et autres pour éliminer ce qui les gênait, à protéger les classes productrices de richesses des pressions excessives des privilégiés et de l'exploitation que ceux-ci leur faisaient subir et qui les fragilisaient. Bref, plus la monarchie devenait absolue, plus se renforçait sa tendance à être « éclairée ».

C'est cette facette de la monarchie du 18^{ème} siècle qu'ont en tête tous ceux qui prétendent démontrer, arguments historiques à l'appui, que la « royauté sociale », la protection des faibles contre les forts, le souci de la prospérité matérielle du peuple, sont la « vocation naturelle » de la monarchie. Une vocation qui serait malheureusement contrariée par le parlementarisme, celui-ci substituant au pouvoir du prince situé au-dessus des partis, celui des partis, des intérêts particuliers.

Cette argumentation oublie seulement deux choses. D'abord, que l'interventionnisme économique des monarques absolus du 18^{ème} siècle n'avait pas pour but de protéger les faibles, mais d'accroître la « richesse nationale », autrement dit la production marchande.

Or cela revenait fondamentalement à soutenir les **capitalistes**, et cela souvent directement, en établissant des droits de douane protectionnistes, en instituant des monopoles, en subventionnant leurs entreprises. Par ailleurs, même si elles ne les concernaient pas directement, d'autres mesures leur bénéficiaient finalement à eux aussi : ainsi les améliorations du système scolaire, l'abolition du servage, etc... Jamais un monarque absolu n'aurait eu l'idée de protéger et d'aider les faibles si cela n'avait pas servi à augmenter la « richesse nationale » et par là-même les revenus de l'État. Les gouvernants du 18^{ème} siècle n'ont généralement accordé d'attention au prolétariat, prolétariat laborieux ou prolétariat des gueux, que dans la stricte mesure où ils veillaient à ce que la police le tînt en bride. Quant aux paysans et aux artisans, eux non plus ne bénéficièrent de la protection royale – et encore – que dans la mesure où leur capacité à payer l'impôt était en jeu.

« Protéger les faibles » revenait donc pour l'essentiel à soutenir la classe sociale dont le pouvoir était déjà économiquement dépendant au plus haut point, sans l'être encore politiquement, c'est-à-dire la bourgeoisie.

Mais les monarques du 18^{ème} siècle ne tiraient pas d'importants revenus seulement des impôts payés en numéraire, mais aussi de leurs propriétés foncières, ce qui n'est pas surprenant vu l'origine féodale

de la royauté. En règle générale, le roi était (à part l'Église) le plus important propriétaire foncier du pays, et en France, il l'était de loin.

« On ne connaît pas exactement la distribution des terres en 1789 », dit Léonce de Lavergne, « la seule chose établie et sur laquelle tout le monde s'accorde, est que les domaines royaux joints aux propriétés des communes recouvraient un cinquième du sol en France »². On peut se faire une idée de leur étendue quand on apprend que les forêts de chasse royales à elles seules couvraient un million d'arpents, une surface à peu près équivalente à celle du grand-duché d'Oldenbourg.

Venaient s'y ajouter les biens des princes du sang qui, selon Necker, occupaient un septième du territoire.

Comme seigneur féodal, le prince régnant avait de tous autres intérêts que comme propriétaire du vaste domaine qu'était l'État. Lui, dont les cousins et les « bons amis » étaient tous des féodaux, avait les meilleures raisons du monde de ne rien lâcher de l'exploitation féodale ni des privilèges féodaux et de s'opposer à toutes les réformes susceptibles d'y porter atteinte. Pour le chef de la féodalité qu'il était, la tâche de l'État n'était pas de pourvoir du mieux possible à la prospérité matérielle de ses sujets, mais au contraire de leur extorquer le maximum pour en employer le produit dans son intérêt personnel, au bénéfice de sa cour, au bénéfice de la noblesse devenue noblesse de cour. Chef suprême des privilégiés, il ne cherchait pas à mettre le pouvoir d'État au service des « faibles », c'est-à-dire des non-privilegiés, pour les protéger des puissants, des privilégiés, il l'utilisait au contraire pour étouffer la moindre tentative des faibles de se défendre des abus des puissants.

Comme Faust, la royauté du 18^{ème} siècle avait donc deux âmes qui cohabitaient en son sein : l'une était « éclairée », l'autre était sous l'emprise des « préjugés ténébreux du Moyen-Âge ». Parvenue au pouvoir absolu du fait que les classes dominantes du mode de production féodal en décadence et celles du mode de production capitaliste en pleine ascension, la noblesse et la bourgeoisie, en étaient arrivées à peser d'un poids équivalent, elle régnait formellement sur l'une comme sur l'autre, se situait au-dessus d'elles tout en se voyant contrainte de défendre effectivement les intérêts de l'une et de l'autre. « Protecteur des faibles contre les puissants », l'absolutisme, dans la mesure où il était en état d'influer sur les rapports économiques, soumettait en réalité les classes populaires, non seulement à l'exploitation féodale, mais aussi à l'exploitation capitaliste et à la misère qui en découlait. Celles-ci finirent donc par le percevoir comme l'incarnation de l'exploitation tout court.

Mais les intérêts de la noblesse et de la bourgeoisie étaient trop contradictoires pour que la monarchie absolue pût les satisfaire complètement. Elle ne pouvait contenter la noblesse sans s'en prendre à la bourgeoisie, et inversement.

Sous le régime de l'absolutisme, aucune trêve durable n'interrompit effectivement les luttes entre ces deux classes. Mais tant que se maintint l'équilibre entre elles, tant que la bourgeoisie ne put songer à mettre le pouvoir d'État, la royauté, à son service, cette lutte opposant entre elles les couches supérieures de la société prit essentiellement la forme de rivalités entre fractions et coteries pour obtenir les faveurs du monarque, une lutte à laquelle bien entendu ne prenaient part que les élites de la société, la noblesse de cour et les plus hauts dignitaires de l'Église, la haute finance, les représentants les plus éminents de la bureaucratie et de « l'intelligentsia », etc. Le prince régnant était aussi peu au-dessus des partis que cela n'est le cas dans un régime parlementaire. La seule différence, c'est que dans l'État absolutiste, les intérêts dont le monarque devient l'instrument sont bien plus mesquins, et bien plus lamentables les machinations et les intrigues qui permettent de le gagner à sa cause.

² L. de Lavergne : *Économie rurale de la France depuis 1789*. Paris 1866, p. 49

En raison de ces batailles entre cliques autour de la personne du roi, batailles qui s'efforçaient de l'entraîner tantôt d'un côté, tantôt de l'autre, comme les Achéens et les Troyens avec le cadavre de Patrocle, en raison de l'ambivalence inhérente dès le départ à la royauté du 18^{ème} siècle, le roi étant simultanément chef de l'État moderne et chef de la noblesse féodale, il lui fallait de grandes capacités d'intelligence et de caractère pour au moins préserver une certaine unité dans la façon de mener les affaires du gouvernement. À partir du moment où c'était un caractère faible qui était amené à tenir la barre, la confusion ne pouvait que tourner à la catastrophe. Louis XVI était un caractère faible. Et si son épouse Marie-Antoinette, tout à l'opposé, était douée d'une obstination que l'arrogance rendait encore plus néfaste, cela ne le mettait pas en meilleure posture. Jamais elle ne soupçonna qu'il pût y avoir d'autres nécessités et d'autres besoins que ceux de la cour. Pour elle, la royauté avait une seule et unique fonction : amuser la cour et la pourvoir en argent.

Nous allons voir ce que cela signifiait.

3. Noblesse et clergé

Si peu nombreux qu'aient été noblesse et clergé³, c'est seulement une partie d'entre eux, minoritaire de surcroît, qui menait au 18^{ème} siècle la vie de luxe et d'opulence, déployait le faste et se livrait aux gaspillages effrénés qu'on considère comme caractéristiques du monde des privilégiés d'avant la Révolution. Seuls les sommets de la noblesse et du clergé, les seigneurs d'immenses domaines, pouvaient se permettre le luxe et les dépenses somptuaires qui les faisaient rivaliser entre eux dans la splendeur de leurs salons, l'éclat de leurs fêtes, la magnificence de leurs palais – le seul stimulant qui aiguillonnât encore la noblesse. Elle était depuis longtemps devenue trop indolente et trop veule pour se lancer dans des joutes où seul auraient compté le talent et les capacités personnelles. Se mesurer les uns aux autres à qui pouvait dépenser les plus grosses sommes d'argent, et donc, conclusion probable, à qui avait les revenus les plus importants, était bien dans le caractère de la production marchande où avait sombré la majeure partie de la noblesse. Mais elle ne s'était pas encore coulée dans le moule du nouveau mode de production autant que par exemple la noblesse d'aujourd'hui. Elle avait eu tôt fait d'apprendre à dépenser, mais elle ne s'entendait pas aussi bien que ses congénères actuels à accroître ses revenus en faisant le commerce de la laine, des céréales, de l'eau-de-vie, etc. N'ayant pour ressources que les revenus féodaux, la noblesse s'endettait à toute allure. Et si c'était déjà le lot de la haute noblesse, c'était encore plus celui de la moyenne et de la petite noblesse ! De nombreuses familles ne tiraient en effet de leurs biens-fonds pas plus de 50, voire 25 livres de bénéfices par an. Plus elles étaient pauvres, plus elles étaient exigeantes et impitoyables avec leurs paysans. Mais le résultat était maigre. Les emprunts n'étaient qu'un expédient provisoire, et ne faisaient qu'accroître ensuite la misère. Cette détresse ne pouvait être soulagée de façon permanente que par l'État : piller l'État devint de plus en plus l'activité principale de la noblesse. Elle se précipitait sur toutes les charges lucratives que le roi pouvait dispenser. Et comme le nombre des nobles ruinés ou au bord de la ruine augmentait d'année en année, il fallait qu'augmente sans cesse le nombre de ces charges. On finit par inventer les prétextes les plus ridicules pour conférer à un noble nécessiteux un titre à exploiter l'État. Il va de soi qu'à côté des nobles dans le besoin, on n'oubliait pas la haute noblesse puissante et également endettée et cupide.

Les sinécures les plus recherchées étaient les charges de cour. C'étaient les mieux payées, celles qui présupposaient le moins de connaissances et de travail pour être remplies et celles qui menaient directement à la source de toutes les faveurs et de tous les plaisirs. Il y avait environ 15 000 personnes admises à la cour, dont l'écrasante majorité n'était là que pour empocher un revenu lié à un titre. Il fallait, pour entretenir cette foule inutile, déboursier le dixième des recettes de l'État, plus de 40 millions de livres (ce qui correspondrait en valeur à environ 100 millions de francs d'aujourd'hui).

Mais cela ne suffisait pas à la noblesse. Les postes de fonctionnaires qui constituaient l'appareil d'État étaient de genres très variés. Certains exigeaient une certaine instruction préalable et beaucoup de travail. C'étaient ceux qui le faisaient fonctionner effectivement, la rémunération en était médiocre et ils étaient pourvus par des bourgeois. À côté en existaient d'autres qui n'étaient là que pour la « représentation », et leurs titulaires avaient seulement la lourde tâche de s'amuser eux, et d'amuser leurs semblables. Ces places richement dotées restaient réservées à la noblesse⁴.

³ Taine a estimé que la noblesse et le clergé comptaient ensemble environ 270 000 personnes. Il attribue à la noblesse 25 000 à 30 000 familles avec 140 000 membres, 130 000 au clergé, dont environ 60 000 curés et vicaires, 23 000 moines et 37 000 nonnes. (Taine, Les origines de la France contemporaine, I, 17, 527)

⁴ Les postes de ce type étaient, selon une ordonnance de 1776 : 18 gouvernements généraux de province avec un traitement de 60 000 livres, et 21 à 30 000 livres; 114 gouvernements rémunérés de 8000 à 12 000 livres ; 176 lieutenants de villes : 2 000 à 16 000 livres. En 1788 furent en outre créés 17 postes de commandants de ville

Dans l'armée, c'était le mérite qui avait autrefois été le critère qui servait à nommer les officiers. Sous Louis XIV, les officiers étaient aussi bien bourgeois que nobles. Ces derniers étaient favorisés seulement en temps de paix. Mais plus l'avidité de la noblesse augmentait, plus elle aspirait à se réserver les postes d'officiers supérieurs. On laissait à la « canaille » les places de sous-officiers – sur qui retombaient les aspects les plus pénibles du service –, mais les postes d'officiers, bien payés, demandant peu de travail – notamment en temps de paix – et peu de connaissances, devenaient un privilège de la noblesse. Les officiers coûtaient 46 millions de livres par an, la troupe dans son ensemble devait se contenter de 44 millions. Plus elle était endettée, plus la noblesse veillait jalousement sur son privilège. Quelques années seulement avant que n'éclate la Révolution (1781), parut un édit royal réservant les postes d'officiers à la noblesse ancienne. Les candidats devaient apporter la preuve qu'ils n'avaient pas moins de quatre quartiers de noblesse en filiation masculine. Donc étaient exclues de l'état d'officier non seulement la bourgeoisie, mais aussi toute la noblesse nouvellement mise en place depuis un siècle.

Dans l'Église, les fonctions supérieures et bien rémunérées étaient en partie expressément réservées à la noblesse, ou l'étaient dans les faits, le roi disposant du pouvoir d'investiture et n'affectant guère que des nobles à ces postes. Là aussi, l'exclusivité de la noblesse pour l'accès à ces charges richement dotées fut confirmée expressément peu de temps avant la Révolution, même si cette disposition ne fut pas rendue publique. Les 1500 prébendes opulentes dont le roi pouvait disposer furent attribuées tout aussi exclusivement à la noblesse que les sièges épiscopaux et archiépiscopaux. Les 131 évêques et archevêques de France tiraient de leurs charges globalement un revenu dépassant les 14 millions de livres, plus de 100 000 livres par tête. Le cardinal de Rohan, archevêque de Strasbourg, gagnait, au titre de prince de l'Église, plus d'un million de livres par an ! Ce digne pasteur spirituel pouvait donc se payer le luxe d'acheter pour environ 1 400 000 livres un collier de diamants dans l'espoir de s'attirer les faveurs de la reine Marie Antoinette.

Mais toutes ces charges généreusement rétribuées, qu'elles fussent ecclésiastiques, militaires ou administratives, ne rassasiaient pas une noblesse pour partie cupide, pour partie endettée. Sans arrêt, le roi était assiégé de requêtes pour qu'il puise dans la caisse de l'État et alloue des subsides exceptionnels, par exemple au bénéfice de tel noble empêtré dans des ennuis financiers, ou pour satisfaire le caprice de tel haut personnage ou de telle grande dame.

C'est de cette façon que, entre 1774 et 1789 seulement, 228 millions de livres furent déboursés par le Trésor en pensions, cadeaux et autres présents, dont 80 millions pour la famille royale. Les deux frères du roi se sont vus ainsi gratifiés chacun de 14 millions. Quelques années seulement avant la Révolution, alors que le budget présentait un déficit colossal, Calonne, ministre des finances, acheta pour la reine, au prix de 15 millions de livres, le château de Saint-Cloud, et pour le roi, celui de Rambouillet au prix de 14 millions. Car celui-ci ne se considérait pas seulement comme le chef de l'État, mais aussi comme le chef de file des propriétaires fonciers et n'avait aucun scrupule à s'enrichir à ce titre aux frais de l'État.

La famille Polignac, qui jouissait des faveurs particulières de Marie Antoinette, touchait à elle seule des pensions d'un montant de 700 000 livres. Le duc de Polignac obtint en outre une rente personnelle de 120 000 livres, et il lui fut accordé 1 200 000 livres en cadeau pour l'achat d'un domaine⁵.

avec un revenu fixe de 20 000 à 30 000 livres et une indemnité de logement de 4 000 à 6 000 livres par mois ; et en outre des postes de sous-commandants.

⁵ On trouve des indications détaillées sur ces pensions entre autres dans le livre de Louis Blanc : Histoire de la Révolution française, tome 3, chapitre 5 : Le livre rouge.

Nous avons parlé jusqu'ici de la noblesse en général, comme groupe pratiquant systématiquement le pillage de l'État et du peuple. En fait, ce n'est pas tout à fait exact. Une fraction notable de la noblesse, certes minoritaire, non seulement ne prenait pas part à ces entreprises, mais s'en indignait prodigieusement. C'était la petite et moyenne noblesse des provinces économiquement attardées, dans lesquelles l'économie féodale se perpétuait encore vigoureusement, ainsi en partie en Bretagne, ou en Vendée. Les seigneurs n'allaient pas s'installer à Paris ni à Versailles, mais y vivaient à l'ancienne mode dans leurs châteaux, au milieu de leurs paysans, n'étant eux-mêmes que des paysans d'une espèce supérieure. Frustes et incultes, mais aussi vigoureux et pleins d'assurance, leurs besoins se résumaient pour l'essentiel à manger et à boire, beaucoup et bien, et les livraisons en nature des paysans dont ils étaient les maîtres les satisfaisaient sans peine. N'étant ni pressés de dettes ni poussés à un train de vie coûteux, ils n'avaient aucune raison de multiplier les prestations qui leur revenaient ni de recourir à des méthodes brutales pour les percevoir. Ils n'étaient absolument pas en mauvais termes avec leurs paysans. Rien que le fait de partager des conditions de vie analogues fait naître une certaine sympathie. Et le seigneur de ces régions retardataires n'avait encore nullement les traits de l'exploiteur superflu et du parasite qu'il était dans les contrées plus développées. Dans celles-ci, la bureaucratie royale avait peu à peu absorbé toutes les fonctions administratives, les fonctions de police et les fonctions judiciaires d'importance que le seigneur féodal avait exercées autrefois. Les seules attributions qui lui restaient étaient sans incidence pour l'ordre et la sécurité de son territoire, et si elles avaient été autrefois un moyen de veiller à sa prospérité, elles n'étaient plus maintenant qu'un instrument lui permettant de l'exploiter. Les employés de justice et de police domaniaux ne recevaient pas de traitement. Ils devaient au contraire payer leur charge. Ce qui signifie qu'ils achetaient ainsi l'autorisation de plumer les subordonnés de leur maître.

Les choses étaient différentes dans les contrées de féodalité à l'ancienne. Là, le seigneur gérait lui-même son domaine, s'occupait des routes et de la sécurité des transports, arbitrait les différends entre ses subordonnés, punissait les délits et les infractions. Et même, il continuait parfois à exercer l'antique fonction de protection de ses gens contre l'ennemi extérieur – excepté à vrai dire contre les armées ennemies. L'ennemi qui se montrait de temps à autre dans ces régions pour les piller, c'étaient les officiers du fisc royal. Nous avons des exemples qui montrent comment les seigneurs les expulsaient quand ils poussaient la plaisanterie trop loin.

Ces nobles n'étaient nullement enclins à se soumettre sans conditions au pouvoir royal. La noblesse de cour, avec ses acolytes présents dans l'armée, l'Église et la haute bureaucratie, était fondée à prendre parti pour le renforcement du pouvoir absolu du roi. Ce que les féodaux ne réussissaient pas à extorquer aux paysans au nom des titres dont ils étaient détenteurs, les fermiers généraux et les fonctionnaires royaux, eux, l'enrangeaient, et d'autant mieux que leur pouvoir était plus étendu, que le pouvoir royal était plus illimité. Plus la royauté était absolue, plus augmentaient l'arbitraire et la brutalité de la pression fiscale, plus elle pouvait puiser dans les recettes pour en détourner des sommes importantes au profit de ses créatures et aux dépens des besoins de l'État.

Les hobereaux de campagne ne voyaient pas cela d'un bon œil. Des faveurs de la cour, rien ne leur revenait, et du reste, ils n'en avaient nul besoin. Mais la pression fiscale, en s'intensifiant, appauvissait leurs sujets, et plus les missions de justice, de gestion et de police étaient accaparées par la bureaucratie royale, plus ils perdaient eux-mêmes de pouvoir et de prestige dans leur région.

À la différence des courtisans, ils ne se voyaient pas comme laquais du roi. Animés d'un esprit authentiquement féodal, ils se sentaient ses égaux. Pour eux, comme au temps de la féodalité, le roi n'était que le plus important des propriétaires fonciers, un primus inter pares, qui n'avait aucun droit de rien modifier dans l'organisation de l'État sans leur consentement, et face auquel ils s'agrippaient à leurs libertés et à leurs droits héréditaires, certes sans beaucoup de succès. Ils étaient d'autant plus

motivés pour cela qu'au fur et à mesure que les besoins du trésor royal augmentaient, étaient instaurées de nouvelles redevances qui frappaient aussi la noblesse, alors qu'elle était auparavant dispensée du paiement de tout impôt. La conséquence, c'était que les hobereaux de campagne devaient contribuer aux charges de l'État sans bénéficier des avantages qui y étaient liés. Raison pour laquelle ils réclamaient de plus en plus énergiquement des mesures d'économie dans la gestion du budget, des réformes du système financier, et le contrôle de celui-ci par une assemblée des États.

La noblesse était donc scindée en deux fractions hostiles : d'un côté, la noblesse de cour et ses acolytes, c'est-à-dire toute la haute aristocratie et la majorité des petits et moyens aristocrates, tous partisans résolus de l'absolutisme, et de l'autre, la noblesse rurale, regroupant la petite et moyenne noblesse des régions économiquement non-développées, laquelle exigeait la convocation des États Généraux pour contrôler l'administration publique.

Pour qui juge les partis du passé, non d'après les intérêts de classe qu'ils représentent, mais à partir de l'apparente concordance de leurs tendances avec des mots d'ordre modernes, les éléments les plus attardés de la France d'alors apparaîtront inmanquablement comme des « progressistes », comme des « libéraux », vu que leur but était, comme celui du Tiers État, de remplacer la monarchie absolue par une monarchie encadrée.

Et pourtant, personne n'était plus qu'eux hostile aux nouvelles idées et aux classes montantes.

Le hobereau de la cambrousse haïssait le bourgeois comme le paysan hait le citadin, l'homme de l'économie naturelle le représentant de l'économie monétaire, le rustre l'homme instruit, le propriétaire héritier d'une longue lignée le parvenu qui joue des coudes pour se faire une place. Il le traitait avec un mépris non dissimulé quand il le croisait, ce qui à vrai dire n'arrivait pas fréquemment.

À l'inverse, la noblesse citadine et une partie de la bourgeoisie se rapprochaient rapidement. Certes, face au tailleur et au savetier, la morgue de l'aristocrate de cour dépassait encore si possible celle de son collègue de la campagne. L'artisan avait à se sentir très honoré d'être autorisé à travailler pour une personne de qualité. Qu'il veuille de surcroît être payé pour son travail, paraissait d'une effronterie sans mesure. Mais on mettait d'autres formes dans les relations avec ces messieurs de la haute finance. Eux possédaient en abondance ce dont la noblesse avait le plus grand besoin, de l'argent. Elle était dépendante d'eux, c'est leur bon vouloir qui décidait de la banqueroute ou de la perpétuation de son existence. À part quelques familles peu nombreuses, les aristocrates de cour étaient tous, depuis le roi jusqu'au dernier des pages, des débiteurs de la haute finance. Il ne convenait pas de montrer trop d'arrogance vis-à-vis de ces messieurs. Un jour, Louis XIV, le « roi-soleil », avait accueilli devant la cour réunie le Juif Samuel Bernard à l'égal d'un prince régnant : il est vrai que cet homme était soixante fois millionnaire. Les serviteurs du roi auraient-ils dû faire montre de plus de fierté que leur maître ? La haute finance ressemblait de plus en plus à la noblesse. Elle achetait des titres, des biens nobles. Plus d'un gentilhomme dans la débîne cherchait même à redorer son blason rouillé en épousant une riche héritière de la noblesse la plus récente. On se consolait en se disant que le meilleur des champs demande de temps à autre à être engraisé avec du fumier. Depuis lors, la noblesse était tombée assez profondément dans le fumier. Les salons de la haute finance ressemblaient de plus en plus à ceux de la noblesse, et, ce qui peut être favorisant le plus le rapprochement entre les deux classes, ils se rejoignaient dans la même fange. Les prostituées étaient à vendre aussi bien aux bons vivants du Tiers État qu'aux comtes, ducs et évêques. Le bordel effaçait toute distinction entre les ordres, et la cour de France n'était pas loin d'y ressembler gravement. Nous avons vu plus haut comment un archevêque chercha à acheter une reine avec des diamants.

Divers écrivains (par exemple Buckle) ont vu dans le brassage croissant des nobles et des financiers parisiens un résultat de « l'esprit démocratique » qui, avant la Révolution, aurait hanté tous les

cerveaux, à quelque classe qu'ils appartiennent. Dommage pour eux qu'à la même époque, à l'instigation de ces gentilshommes « démocrates », l'examen du lignage ait été renforcé pour l'accès au grade d'officier, que les biens d'Église aient été déclarés apanage exclusif de la noblesse et qu'aient été créées pour elle de nouvelles sinécures dans la bureaucratie. Ce ne sont pas les idées démocratiques, mais des intérêts matériels qui, en même temps qu'ils radicalisaient l'exclusivité aristocratique pour tout ce qui concernait les charges d'État, baissaient de manière de plus en plus visible les barrières apparentes entre la vieille noblesse foncière et la nouvelle noblesse d'argent.

Cette « absence de préjugés » de la noblesse parisienne sur le terrain de la sociabilité suscitait bien sûr les cris d'orfraie des hobereaux de campagne. Et surtout dans tout ce qui touchait à la religion et à la morale. Le noble campagnard, continuant à vivre dans la sphère de la vieille féodalité, était encore tout pénétré des anciennes structures mentales correspondantes, de la religion de ses ancêtres. Pour le noble parisien, en revanche, les derniers vestiges du féodalisme n'étaient plus que des instruments utiles pour exploiter les masses et les tenir en respect. Ses fonctions, dont ne subsistaient plus que le titre et les revenus correspondants, s'étaient vidées pour lui de tout autre sens. Et c'est de ce point de vue qu'il regardait la religion elle-même. Pour lui, qui vivait en ville bien loin des ruines féodales, elle avait perdu toute signification. À l'égal des autres vestiges de l'époque féodale, elle ne lui apparaissait plus bonne qu'à soumettre et exploiter les masses. À ses yeux, la religion était tout à fait nécessaire pour le peuple « ignorant », celui-ci ne pouvait se passer d'elle. Mais la noblesse « éclairée », elle, pouvait bien la tourner en dérision.

Le développement du libertinage dans les salons de la noblesse s'accompagnait de la décadence des mœurs anciennes, qui avaient elles aussi perdu toute base matérielle. Le seigneur de l'ancienne féodalité attachait la plus grande importance à la tenue de son ménage et aux qualités de la maîtresse de sa maison. Sans une gestion réglée et continue, tout le mécanisme de production se bloquait. Un couple solide, une ferme discipline familiale, étaient une nécessité. Mais pour un courtisan n'ayant d'autre occupation que de s'amuser et de gaspiller de l'argent, mariage et famille devenaient parfaitement superflus. Ce n'étaient plus que des formalités encombrantes auxquelles il fallait se conformer pour les apparences, puisqu'il fallait avoir des héritiers légitimes, mais avec lesquelles on prenait volontiers ses aises. Tout le monde sait comment les rois donnèrent l'exemple à la noblesse sur le chapitre de « l'amour libre », il n'est donc pas utile d'y revenir ici en détail.

La noblesse rurale s'indignait naturellement autant de cette « absence de préjugés » de la noblesse des villes que de son pillage des finances de l'État, cependant que la seconde reprochait à la première sa grossièreté et son ignorance tout comme son indocilité. Une hostilité farouche les opposait.

Mais il y avait aussi, en marge de ces deux partis de la noblesse, des nobles qui passaient à l'ennemi et combattaient le système féodal dans son essence même. Les rangs de la petite noblesse ruinée, notamment, en comptaient un bon nombre qui n'avaient aucun penchant pour l'état ecclésiastique et n'avaient aucune disposition pour la carrière militaire, qui ne progressaient pas à la cour ou même tombaient en disgrâce, enfin des hommes que la corruption de la noblesse de cour écœurait tout autant que la grossièreté et la stupidité des hobereaux de campagne, qui voyaient que l'effondrement du système existant était inévitable et qui compatissaient profondément avec la misère des masses. Ils se mettaient du côté du Tiers État, rejoignaient ses intellectuels, ses hommes de plume, ses pamphlétaires, ses journalistes, qui gagnaient en autorité morale au fur et à mesure que le Tiers État gagnait en importance. Parmi les aristocrates, les plus intelligents, les plus énergiques, les plus hardis, les plus fortes personnalités prirent ainsi le parti du Tiers État. Ce ne furent d'abord que des ralliements individuels, mais quand il fut clair qu'il avait triomphé, ils accoururent en foule, affaiblissant ainsi énormément leur classe au moment où celle-ci aurait eu besoin de concentrer toutes ses forces pour au moins retarder le moment de son anéantissement.

Et au même moment, les deux soutiens sur lesquels l'ancien régime s'appuyait le plus solidement, le clergé et l'armée, se mirent à chanceler.

Les grades supérieurs de ces deux corps étaient, on l'a déjà dit, réservés à la noblesse. Le Tiers État fournissait les sous-officiers et les curés, les uns et les autres étant chargés, dans leur domaine de compétence, de la même tâche, faire de leurs subordonnés des mécaniques sans volonté propre obéissant sans barguigner à tous les ordres venus d'en-haut. Or, ceux-là mêmes qui avaient pour mission de les dresser et de les diriger pour servir la classe dominante, faisaient eux aussi partie des exploités.

L'Église était immensément riche. Elle était propriétaire du cinquième des terres, et c'était le cinquième le plus fertile, le mieux cultivé, celui dont la valeur dépassait proportionnellement de loin celle du reste. On estimait la valeur des biens d'Église à quatre mille millions de livres⁶, leur revenu à cent millions. La dîme rapportait en outre au clergé 123 millions par an. Sur ces gigantesques revenus, qui ne tiennent pas compte des recettes provenant des avoirs mobiliers des différentes corporations religieuses, la part du lion revenait aux hauts dignitaires et aux monastères⁷, les curés vivant dans une misère noire, dans des taudis sordides, et souvent à la limite de la famine. Et c'est à eux seuls pourtant qu'incombaient toutes les fonctions que l'Église avait encore conservées. Rien ne venait leur rappeler qu'ils appartenaient à un ordre privilégié. Reliés au Tiers État par leurs attaches familiales, sans perspective de jamais sortir de leur condition, pauvres, surchargés de travail, vivant au milieu d'une population misérable, on leur demandait d'inculquer à celle-ci un devoir d'obéissance absolue aux fainéants parasites qui ne les payaient eux-mêmes qu'en coups de pied, d'être les auxiliaires de l'exploitation d'un peuple auquel on avait déjà tout pris, d'aider à pressurer leurs frères et leurs pères au profit de débauchés arrogants qui jetaient sans compter le produit du travail de milliers de gens dans les jupons de leurs catins.

Dépourvus de gratification et de toute perspective, les sous-officiers allaient-ils, eux, se laisser éternellement molester par les blancs-becs et les godelureaux de l'aristocratie qui n'entendaient rien au service et ne s'en souciaient pas, alors que les travaux les plus importants et les plus astreignants retombaient de plus en plus sur les sous-officiers ?

Plus l'arrogance et la cupidité des nobles augmentaient, plus les aristocrates se réservaient l'exclusivité des bonnes places dans l'armée et dans l'Église, plus ils poussaient les sous-officiers et les simples prêtres à rejoindre le parti du Tiers État. De cette évolution, les puissants, certes, ne percevaient aucun signe : la soumission aveugle imposée aux subalternes dans l'armée et dans l'Église ne laissait rien transpirer. Le coup n'en fut que plus rude quand, au moment décisif, ils eurent le plus besoin de leurs troupes auxiliaires, et que celles-ci se retournèrent contre eux.

Aux États Généraux de 1789, la question capitale fut au début de savoir si l'on voterait par tête ou par ordre. Le Tiers État demandait le vote par tête, le nombre de ses députés était le double de celui de chacun des deux autres ordres. La noblesse, par contre, croyait pouvoir dominer les États Généraux avec l'aide du clergé si l'on votait par ordre.

⁶ En 1791, le député Amelot estima la valeur des biens d'Église vendus ou à vendre à 3700 millions, sans compter les surfaces boisées.

⁷ Les 399 Prémontrés estimaient leur revenu annuel à plus d'un million. Les Bénédictins de Cluny, au nombre de 288, touchaient annuellement 1 800 000 livres, ceux de Saint-Maur, au nombre de 1672, avaient même un revenu net de 8 millions, sans compter ce qui revenait aux abbés et aux prieurs qui encaissaient annuellement une somme à peu près équivalente.

Dans cette bataille, le clergé fit faux bond à la noblesse. Parmi ses représentants, on comptait 48 archevêques et évêques et 35 abbés et doyens, mais aussi 208 simples prêtres. Ceux-ci prirent dans leur grande majorité le parti du Tiers État et contribuèrent ainsi significativement à la victoire du vote par tête.

On pensa alors que l'armée effacerait la défaite de la noblesse. La cour prit à Versailles et à Paris des mesures militaires d'envergure qui annonçaient un coup d'État. Paris une fois écrasé, on espérait venir facilement à bout de l'Assemblée Nationale qui avait succédé aux États Généraux. Le soulèvement fut aisément provoqué par le renvoi de Necker, qui était un ministre populaire (12 juillet). Mais il ne tourna pas à l'avantage de la cour. Les Gardes françaises se rallièrent au peuple, les autres régiments refusèrent de faire usage de leurs armes, les officiers furent obligés de les retirer pour ne pas risquer de les voir eux aussi passer de l'autre côté. Mais cela ne calma pas le peuple, qui voulut se prémunir d'autres coups de force. Il prit les armes le 13 juillet, et quand, le 14 juillet, se répandit la nouvelle que le faubourg Saint-Antoine était menacé par les canons de la Bastille et que, au même moment, des troupes fraîches arrivaient de Saint-Denis, le peuple et les Gardes françaises unis s'emparèrent de cette citadelle honnie. La défection des simples prêtres et celle des Gardes sont deux moments décisifs de la Révolution française.

Nous voyons donc toute la masse réactionnaire, la noblesse, le clergé, l'armée, divisés et fractionnés au début de la Révolution. Une partie peu sûre, une partie ouvertement du côté de l'ennemi, une partie archi-réactionnaire, mais adversaire de la monarchie absolue, réclamant avec vigueur des réformes dans le système financier, une autre partie encore, « éclairée », mais profondément compromise dans les abus du système dominant qui étaient devenus pour elle une nécessité vitale, si bien que toute réforme des finances signifiait sa condamnation à mort ; chez les privilégiés, une partie ne voulant rien lâcher de ses privilèges, audacieuse et énergique, mais ignorante, fruste, incapable de gérer les affaires de l'État ; l'autre plus instruite, connaissant les besoins liés à l'existence de l'État, mais lâche et molle. Une partie faible et anxieuse, encline aux concessions, une autre arrogante et brutale. Toutes ces fractions se combattant avec acharnement, les unes rendant les autres responsables de la situation dans laquelle tout le monde était tombé. Et la cour, agitée par toutes ces influences, ballottée de l'une à l'autre, provoquant aujourd'hui l'exaspération par ses violences, se rendant le lendemain méprisable par sa lâcheté : voilà le tableau que présentent les classes dominantes au début de la Révolution.

4. La noblesse de robe

L'**administration d'État** occupait une position sui generis, intermédiaire entre les deux premiers ordres et le Tiers État.

Les organes de l'ancienne administration féodale existaient encore en partie, dépouillés de leurs fonctions essentielles, mais pas de leurs revenus. Comme ils faisaient partie des principaux moyens que pouvait utiliser la noblesse féodale pour exploiter l'État à son profit, ils n'avaient pas été supprimés au fur et à mesure qu'ils perdaient leur raison d'être. Bien au contraire, comme nous l'avons vu, les charges les plus lucratives et les plus superflues avaient encore été multipliées tout au long du 18^{ème} siècle.

Mais à côté de ces organes inutiles, il avait fallu en créer d'autres mieux adaptés à la nouvelle monarchie, dans la justice, la police, le système fiscal. On ne cessait de créer des offices dont les titulaires étaient nommés par le roi. Mais au début, le roi ne les rémunérait que chichement, voire pas du tout, ils devaient se payer sur le produit des taxes, des sportules imposées à la population. Le ressort de leurs activités s'étendant, leurs revenus augmentaient. Les finances royales étant toujours mal en point, ceux-ci en vinrent, non pas simplement à octroyer, mais à **vendre** ces offices rémunérateurs. Cet usage s'établit dès le 15^{ème} siècle en France et devint rapidement l'un des moyens principaux utilisés par les rois pour se procurer de l'argent. D'où leur multiplication rapide. Non seulement les membres des comités directeurs des jurandes et des corporations, mais aussi les maîtres-artisans eux-mêmes devinrent des officiers publics qui devaient payer leur charge si leur corporation n'avait pas été assez riche pour acheter son indépendance. On priva aussi les villes de leur autonomie, et si celles-ci ne la rachetaient pas en espèces sonnantes et trébuchantes, les magistratures et les dignités municipales devenaient des charges d'État, ceci bien sûr aux frais des habitants qui avaient à leur payer leurs sportules. Mais cela ne suffit pas non plus à mettre un terme aux perpétuels tracasseries financiers des monarques, et on finit par inventer et vendre les offices les plus absurdes, ce qui obligeait du même coup la population à leur payer des taxes. C'est ainsi que, par exemple, dans les dernières années du règne de Louis XIV furent créés les offices suivants : inspecteurs des perruques, inspecteurs des cochons, débardeurs de foin, conseillers du roi contrôleurs aux empilements des bois, inspecteurs du beurre frais, essayeurs du beurre salé⁸ etc.

⁸ Pourquoi instituer dans un royaume les charges et dignités

De conseillers du roi...

Inspecteurs des boissons,

Inspecteurs des boucheries,

Greffiers des inventaires,

Contrôleurs des amendes,

Inspecteurs des cochons,

Péréquateurs des tailles,

Mouleurs de bois à brûler,

Aides à mouleurs,

Empileurs de bois,

Déchargeurs de bois neuf,

Contrôleurs de bois de charpente,

Mesureurs de charbon,

Cribleurs de grains,

Inspecteurs des veaux,

Contrôleurs de volaille,

Jaugeurs de tonneaux,

Essayeurs d'eaux de vie,

Essayeurs de bière,

De 1701 à 1715, le roi tira de la vente des nouveaux offices 542 millions de livres. On ne regardait pas à la qualité de l'acheteur. Les payeurs aux armées achetaient les charges de ceux qui devaient les surveiller et se débarrassaient ainsi de tout contrôle.

Un grand État moderne ne pouvait être gouverné en permanence de cette manière. Une nouvelle strate de fonctionnaires fut mise en place, une bureaucratie rigoureusement centralisée et totalement dépendante du roi. Elle rendit encore plus superflues, non seulement les fonctions des organes féodaux, mais aussi celles des offices vénaux, sans pour autant diminuer leur nombre ni l'exploitation qui y était attachée.

Bien au contraire, les offices vénaux donnèrent naissance à une nouvelle aristocratie. Exonérés d'impôts et dotés encore d'autres privilèges, les plus importants d'entre eux devinrent **héréditaires** moyennant une certaine redevance et conférèrent la noblesse. Ainsi se forma la noblesse de robe face à la vieille noblesse féodale, la noblesse d'épée. Économiquement indépendante du roi, cette nouvelle noblesse se montrait parfois fort indocile, souvent plus récalcitrante que la vieille noblesse.

Au sommet de cette aristocratie se trouvaient les **Parlements**, nom dont on désignait les plus hautes cours de justice.

Le mode de production capitaliste conquérant avait rendu particulièrement importante et indispensable la classe des juristes. Plus la production marchande devenait la forme dominante de la production, plus les contrats passés entre les possesseurs individuels de marchandises devenaient nombreux et compliqués, plus il pouvait y avoir de sujets de litige. C'était un terrain sur lequel le droit féodal et la justice féodale étaient démunis. Les nouveaux rapports sociaux rendaient nécessaire un nouveau droit, qu'au début on essaya d'établir à partir du droit canonique, avant de trouver bientôt comme étant le plus approprié le droit romain qui en était le fondement. Mais il fallait aussi des gens qui consacrent toute leur vie à débrouiller les écheveaux du nouveau droit. La classe des **juristes**, juges et avocats, se développa rapidement et devint aussi prestigieuse qu'indispensable. Et de fait, si jamais ils suspendaient leur activité, c'est tout le commerce et toute la vie qui risquaient la paralysie.

Il va de soi que les cours supérieures de justice jouissaient d'une considération toute particulière. Et celle-ci était encore amplifiée par leur position politique. Les rois de France voyaient dans les Parlements qui se recrutaient dans le Tiers État et statuaient sur la base d'un droit favorable à l'absolutisme, le droit romain, des instruments très utiles pour briser la résistance de la noblesse féodale, et dans ce but, ils élargirent sans cesse leurs compétences et leurs pouvoirs au cours des 14ème et 15ème siècles. Du fait de la vénalité des offices parlementaires, introduite au 16ème siècle, de l'indépendance économique des Parlements, dont l'importance pour l'ensemble de la vie politique et sociale ne cessait de croître et dont les membres s'enrichissaient de plus en plus grâce aux abondantes sportules qui se multipliaient à vue d'œil, on en vint à une situation où les cours de justice,

Rouleurs de tonneaux,
Débardeurs de foin,
Planchéieurs débauteurs,
Auneurs de toile,
Inspecteurs des perruques ?

Ces offices qui font sans doute la prospérité et la splendeur d'un empire, formaient des communautés nombreuses qui avaient chacune leurs syndics. Tout cela fut supprimé en 1719, mais pour faire place à d'autres de pareille espèce dans la suite des temps.

Ne vaudrait-il pas mieux retrancher tout le faste et tout le luxe de la grandeur, que de les soutenir misérablement par des moyens si bas et si honteux ?

(Voltaire, Les Pourquoi, Mélanges philosophiques, littéraires, historiques, etc. Cramer édit. Genève 1771, Volume 4, p. 377). Note du traducteur.

qui devaient à l'origine leurs pouvoirs à leur rôle d'instruments de l'absolutisme, finirent par oser faire usage de ces pouvoirs pour préserver leur autonomie et leurs privilèges face à la royauté absolue elle-même, dans une période où celle-ci, ne rencontrant plus aucune autre limite, semblait toute-puissante.

Mais tout cela ne suffit pas à expliquer le rôle considérable joué du 16^{ème} au 18^{ème} siècle par le Parlement le plus ancien et le plus important, celui de Paris. Ni son ancienneté ni son rang ne permettent de le comprendre, mais seulement le fait que ce Parlement était précisément le Parlement de Paris, de Paris, la ville qui, dès les guerres de religion, avait montré qu'aucun roi ne pouvait impunément la braver. La puissance de l'opinion publique parisienne était un élément déterminant de celle du Parlement. Or cette raison précisément faisait qu'il était obligé de faire des concessions à cette opinion, de fixer son attitude de manière à obtenir l'adhésion des Parisiens. Ce qui donnait des résultats tout à fait singuliers.

Il va de soi qu'indépendants économiquement du roi, les magistrats étaient non seulement très indociles, mais encore en règle générale exerçaient leur office en songeant seulement à leur intérêt personnel. Ils n'étaient ni freinés par la crainte d'être révoqués, ni animés par l'espoir d'obtenir de l'avancement, encore moins par le souci des intérêts du territoire qu'ils administraient. Ils ne se contentaient pas de leurs revenus réguliers et de leurs sportules, mais cherchaient à les augmenter de toutes les manières possibles en abusant de leur pouvoir. Les officiers du fisc escroquaient le fisc, remettaient leurs impôts aux riches qui les soudoyaient, et compensaient les pertes en pressurant d'autant plus brutalement les pauvres. La justice était vénale, la police l'était aussi. La confusion, l'insécurité, la corruption régnaient en maîtres dans tous les domaines de l'administration.

Les Parlements étant le sommet de la noblesse de robe, c'est là que la corruption était la plus développée. Bassesse, vénalité, cupidité y foisonnaient au même titre que la morgue aristocratique et une détestation fanatique de toutes les innovations qui menaçaient leurs privilèges, leur attirant au cours du 18^{ème} siècle l'hostilité des éléments progressistes et intègres et les foudres des moralistes. Voltaire mit toute son énergie à combattre « les assassins de Calas, Labarre et Lally », et les « Mémoires » publiés par Beaumarchais en 1774 furent une dénonciation impitoyable de la corruption qui rongeaient alors totalement le monde judiciaire.

Mais pour préserver cette corruption et ses privilèges, il fallait que le Parlement de Paris, qui était la référence de tous les autres, sache garder les faveurs des Parisiens, il fallait qu'il fasse siens les mots d'ordre qui avaient cours à Paris. Alliés aux Parisiens et à la fraction rebelle de l'aristocratie, les membres du Parlement montèrent sur les barricades en 1648 lors de la Fronde. En accord avec les Parisiens, le Parlement s'opposa au « despotisme » des ministres de Louis XVI et se prononça pour « le droit à l'autodétermination » et « la liberté de la nation », se désignant du reste lui-même comme le seul dépositaire légitime de la volonté populaire.

Parmi toutes les bizarreries de la période prérévolutionnaire, les Parlements ne sont pas les phénomènes les moins étranges, eux qui se firent les défenseurs des droits du peuple afin de garder pour eux les privilèges qui leur garantissaient la possibilité de l'exploiter.

5. La révolte des privilégiés

La lutte opposant les Parlements défenseurs de la noblesse de robe et l'administration rigoureusement centralisée et despotique de l'État prenait parfois les dimensions d'une lutte de tous les privilégiés contre cette dernière et contre la monarchie absolue, d'une lutte qui ne restait pas dans les limites d'une intrigue de cour ignorée du peuple malgré la brutalité de l'affrontement, mais qui appelait à la rescousse la classe tout entière jusqu'en-dehors de la cour et entraînait la multitude.

Le plus important mouvement de ce type fut la Fronde, que nous avons mentionnée dans le précédent chapitre. Cela eut lieu dans la première moitié du 17^{ème} siècle, la noblesse possédait alors encore énergie et confiance en soi. Un mouvement analogue était en passe de se déclencher dans le dernier quart du 18^{ème} siècle. La Fronde avait débouché sur un renforcement de l'absolutisme. Le mouvement qui démarra en 1787 allait se terminer par la victoire du Tiers État, il allait être le prologue de la grande Révolution.

Nous avons déjà noté dans le deuxième chapitre l'attitude hésitante de Louis XVI.

Celui-ci était l'incarnation la plus classique de la nature double de la monarchie absolue du 18^{ème} siècle, et ses deux facettes se sont trouvées sous son règne typiquement personnifiées par Turgot d'un côté et Calonne de l'autre. Le premier, penseur profond tout autant que forte personnalité, chercha réellement à mettre le pouvoir d'État au service du développement économique, à dégager les obstacles qui l'entravaient et à mettre en pratique ce que les théoriciens avaient analysé comme étant strictement indispensable pour maintenir la cohésion de l'État et de la société. Il refusa de laisser l'administration se faire exploiter dans l'intérêt de la noblesse de cour. Il abolit les corvées, les douanes intérieures, les corporations et délivra l'industrie des contraintes des règlements. Il voulut imposer la noblesse et le clergé au même titre que le Tiers État et soumettre les dépenses publiques au contrôle d'une assemblée des États. C'étaient d'insupportables attentats contre les « droits sacrés ». Emmenée par la reine, la masse des exploités se révolta contre le ministre réformateur, et Turgot succomba à l'assaut en 1776.

Après toute une série d'expérimentations, de tentatives de faire rôti le mouton sans qu'il s'en aperçoive, le roi appela Calonne à tenir la barre (1783). C'était un homme selon le cœur de la reine. Charlatan superficiel, mais madré et sans vergogne, sa seule méthode était de sacrifier à une noblesse de cour de plus en plus insatiable, non seulement les recettes actuelles, mais aussi les recettes futures de l'État, et de piller non seulement les finances du moment, mais aussi son crédit. Les emprunts succédèrent aux emprunts. Au cours des trois années de son gouvernement, il emprunta pour le Trésor 650 millions de livres (*un état précis se trouve chez Louis Blanc, I, 233*), une somme énorme pour l'époque. Et presque tout passa dans les poches de la cour, du roi, de la reine, et de leurs favoris. « Quand je vis que tout le monde tendait la main, je tendis moi aussi mon chapeau », raconte un prince évoquant l'atmosphère de griserie de l'époque. Et effectivement, la cour nageait dans les délices, aucune voix ne s'élevait pour mettre en garde contre les suites funestes de ces agissements délirants. Louis XVI lui-même manifestait le ravissement dont le remplissait son ministre des finances, qui, significativement, à sa prise de fonctions, s'était fait payer ses dettes par le roi pour un montant de 230 000 livres. Toute la cour s'extasiait sur la facilité et la rapidité avec laquelle le grand homme avait réussi à résoudre la question sociale⁹.

⁹ Quand les promesses fallacieuses de Calonne entraînèrent une sur-souscription du premier emprunt, un haut personnage s'exclama : « Je savais que Calonne sauverait l'État, mais je n'aurais jamais imaginé qu'il réussirait aussi vite. »

Les frasques insensées de la cour eurent naturellement pour résultat de précipiter l'effondrement de tout le système. Trois ans plus tard, les ficelles de Calonne étaient usées. Le déficit annuel atteignait maintenant 140 millions de livres, et Calonne lui-même fut bien obligé d'avouer qu'aucun emprunt ne pourrait plus différer la banqueroute qui était aux portes, il fallait augmenter les recettes et diminuer les dépenses, ce qui n'était possible qu'aux dépens des privilégiés. Il était impossible de pressurer le peuple davantage.

Quand Calonne annonça cela aux notables qu'il avait convoqués (février 1787), il fut accueilli par les hurlements de colère des privilégiés. Une colère qui ne visait pas la politique scandaleuse de Calonne, mais qui, au contraire se déchaînait contre la seule idée de la voir prendre fin pour la simple raison qu'il n'était plus possible de la poursuivre. Calonne tomba, mais ses successeurs furent bien obligés de reprendre à leur compte la politique d'élévation des charges pesant sur les privilégiés, et ceux-ci finirent par se persuader que la royauté n'avait plus les moyens de continuer à leur garantir l'exploitation du pays dans les mêmes proportions qu'auparavant. Ils se révoltèrent alors contre la royauté elle-même. Incroyable, mais vrai : la noblesse, le clergé, les Parlements, l'ensemble des privilégiés, dont la position était déjà sapée jusque dans ses fondements et qui ne tenaient plus qu'avec le soutien de la royauté, se coalisèrent pour scier la branche sur laquelle ils étaient assis. Tant, immédiatement avant sa chute, une classe qui a perdu toute raison d'exister, peut être aveugle et poussée par sa propre cupidité à tout faire pour la précipiter.

Les privilégiés ne se rendaient absolument pas compte du bouleversement des rapports de forces dans la société, ils croyaient que tout était comme dans le passé, à l'époque où ils avaient défié les rois et le Tiers État, tant et si bien qu'ils réclamèrent avec véhémence la convocation des États Généraux sur le modèle de 1614. Alors qu'ils ne tenaient plus que grâce à la monarchie, ils prétendaient maintenant une fois de plus préserver leurs privilèges, leur exploitation, en recourant à leurs seules forces. Au moment où, étant gravement menacés, ils auraient dû faire bloc, éclatait dans leurs rangs une mutinerie pour le partage du butin !

Aveuglés par leur fureur, les privilégiés s'engagèrent en territoire révolutionnaire. Les Parlements suspendirent tous leur fonctionnement en mai 1788 ; le clergé refusa de contribuer en quoi que ce soit aux finances de l'État tant que les États Généraux n'auraient pas été convoqués ; la noblesse se souleva lourdement armée dans les provinces, et le Dauphiné, la Provence, la Bretagne, les Flandres et le Languedoc furent le théâtre de troubles sérieux.

De plus en plus, le Tiers État prenait part à ces mouvements et faisait chorus avec l'appel à convoquer les États Généraux, mais cela ne fit pas sourcilier les privilégiés: la royauté avait montré qu'elle ne pouvait plus continuer à n'être que le centre nerveux de l'exploitation, donc la royauté était devenue l'ennemi et la tâche des privilégiés était de briser le pouvoir absolu. Ils méprisaient trop le Tiers État pour le craindre. Qui allait trembler devant des rustres, des savetiers, des tailleurs et une poignée d'avocats ?

La monarchie absolue ne pouvait tenir tête face à l'assaut combiné de tous les ordres. Elle fut bien obligée de consentir à la convocation des États Généraux, et ceux-ci tinrent leur séance inaugurale le 5 mai 1789, date retenue ordinairement comme marquant le début de la Révolution. Mais il faut noter que le soulèvement contre le pouvoir absolu du roi avait démarré déjà auparavant, que ce furent les privilégiés qui donnèrent le coup d'envoi et lancèrent le mouvement qui devait se terminer par leur propre naufrage, et que c'est eux qui imposèrent la convocation de l'assemblée qui était destinée à sceller leur perte.

Certes, la noblesse et la royauté, les deux sœurs ennemies, se réconcilièrent ensuite, certes, les privilégiés se regroupèrent de nouveau autour du monarque pour faire front quand ils se rendirent compte du degré d'hostilité régnant à leur égard dans le peuple, et chez les députés du Tiers État. Mais il était déjà trop tard.

6. La bourgeoisie

Le Tiers État était aussi profondément divisé que les deux premiers ordres. Il est devenu à la mode aujourd'hui d'appeler Tiers État la classe des capitalistes, le prolétariat étant alors le quatrième ordre¹⁰. Outre que le prolétariat salarié moderne est une **classe** et pas un état, une couche sociale que les particularités de sa situation économique, et non des institutions juridiques séparées, distinguent des autres, on ne peut parler d'un quatrième ordre pour la simple raison que le prolétariat existait déjà au sein du Tiers État. Celui-ci comprenait toute la population qui n'appartenait pas aux deux premiers, donc pas seulement les capitalistes, mais aussi les artisans, les paysans et les prolétaires. Il est donc facile d'imaginer l'énorme hétérogénéité que cela pouvait représenter. Nous y voyons à l'œuvre les plus violents antagonismes, les méthodes de lutte et les objectifs les plus divers. Impossible de parler d'une lutte de classe homogène.

Ce que l'on entend aujourd'hui généralement par Tiers État, à savoir la classe des capitalistes, n'était elle-même pas non plus une phalange soudée.

Tout en haut de cette classe, il y avait la haute finance. Étant le principal créancier de l'État, elle avait certes d'excellentes raisons de pousser à des réformes qui sauveraient l'État de la banqueroute, augmenteraient ses recettes et diminueraient ses dépenses. Mais pour elle, ces réformes devaient se conformer au principe « Lave-moi la tête sans la mouiller ». Et effectivement, ces messieurs les financiers avaient toutes les raisons du monde d'être opposés à une réelle réforme radicale des finances, sans parler de réformes sociales.

La plupart d'entre eux étaient eux-mêmes propriétaires de domaines féodaux importants, ils possédaient des titres de noblesse et n'étaient pas prêts à renoncer aux privilèges et aux revenus qui y étaient attachés. Et ils avaient d'autre part pour le maintien des privilèges de la noblesse cette bienveillance intéressée qu'a naturellement le créancier pour son débiteur. Ils étaient les créanciers, non seulement du roi, mais aussi de la noblesse endettée. Les économistes pouvaient bien démontrer que le produit des biens fonciers augmenterait si y étaient appliqués les normes capitalistes et non des principes semi-féodaux. Pour passer à une agriculture purement capitaliste, il fallait posséder un certain **capital** pour mettre en place diverses installations, pour acquérir du bétail, de l'outillage, etc. Or, la plupart des nobles n'en disposaient pas. L'abolition des redevances féodales menaçait de les mener tout droit à la faillite. Un risque que les créanciers n'avaient aucune raison de vouloir courir.

Sur le terrain de la sociabilité également, comme nous l'avons déjà vu, les liens entre noblesse et finance étaient devenus de plus en plus étroits. Toute réforme des finances aurait inmanquablement conduit au remplacement des fermiers généraux par une administration d'État. Toute une série de recettes parmi les plus importantes, la gabelle, les aides, l'octroi, le monopole du tabac, étaient **affermées**. Les fermiers versaient à l'État annuellement 166 millions de livres (dans les dernières années précédant la Révolution), mais extorquaient au peuple peut-être le double.

¹⁰ L'idée d'un quatrième ordre apparaît de bonne heure dans la Révolution, mais ce terme ne désigne alors que rarement la classe ouvrière. Engels m'a communiqué à ce sujet des données intéressantes tirées d'un livre de **Karejev**, livre rédigé en russe – langue que je ne pratique pas : « *Les paysans et la question paysanne en France dans le dernier quart du 18^{ème} siècle* », Moscou 1879, p. 327 : Dès le 25 avril 1789 parut le « *Cahier du quatrième ordre, celui des pauvres journaliers, des infirmes, des indigents etc., l'ordre des infortunés* » de **Dufourny de Villiers**. En règle générale, le quatrième ordre, ce sont les paysans. Par exemple **Noilliac**, *Le plus fort des Pamphlets. L'ordre des Paysans aux États Généraux*, 26 février 1789. On y lit p.9 : « *Empruntons à la constitution suédoise les quatre ordres.* » **Vartout**, *Lettre d'un paysan à son curé sur une nouvelle manière de tenir les États généraux*, Cartrouville, 1789, p.7 : « *J'avons entendu dire que dans un pays qui est au nord ... on admettait aux États assemblés l'ordre des paysans.* » On trouve encore d'autres conceptions du quatrième ordre. Une brochure entend par quatrième ordre les marchands, une autre les employés publics, etc.

L'affermage des impôts était l'une des méthodes les plus lucratives pour exploiter le peuple, comment ces messieurs de la haute finance y auraient-ils renoncé volontairement ! Et il ne fallait certainement pas s'attendre à ce qu'ils prennent position contre.

Ils n'avaient aucun intérêt non plus à ce qu'on mette fin au déficit et donc à l'endettement de l'État. Ils ne gardaient pour eux qu'une partie des titres de la dette et s'entendaient fort bien à en placer à des tarifs extrêmement intéressants pour eux la majeure partie auprès du « public », les petits et moyens capitalistes, et notamment les rentiers. La haute finance possédait donc l'art de faire retomber sur d'autres épaules le **risque** lié à un nouvel emprunt. Mais le **profit** qu'ils en tiraient, soit directement, soit indirectement, en exploitant l'État comme le public, était gigantesque. Tout nouvel emprunt signifiait une belle moisson pour les gens de la finance. Rien ne pouvait leur être plus désagréable que l'établissement d'un budget sans déficit qui aurait rendu superflu le lancement de nouveaux emprunts.

Il n'y a donc pas lieu de s'étonner de ce que les sympathies de la haute finance comme **classe** soient allées à l'ancien régime, à l'État des privilèges. Elle appelait à des réformes, c'est vrai, mais qui n'en demandait pas, avant la Révolution ! Même les aristocrates les plus butés avaient acquis la conviction que l'état de choses existant était intolérable et que des réformes étaient indispensables, l'insatisfaction était générale. Mais chaque classe voulait des « réformes » qui lui apportent des avantages, pas qui lui imposent des sacrifices.

Cependant, l'agitation politique de la haute finance avait, bien contre son gré, un puissant effet sur les esprits et transformait les citoyens les plus paisibles en activistes de la politique et en partisans de la liberté. Elle était le canal par lequel passait une masse toujours croissante d'obligations du Trésor avant de se répandre dans le peuple. Les emprunts se succédant de plus en plus vite, c'est par elle que transitaient les capitaux petits et moyens avant d'arriver à la cour et de disparaître dans les larges poches de courtisans, sans du reste jamais les remplir, vu qu'elles étaient sérieusement trouées de toutes parts. De plus en plus de capitalistes petits et moyens devenaient créanciers de l'État. Ce type de bourgeois est généralement sans danger pour un gouvernement. Pour un philistin, la politique est une occupation qui ne rapporte rien, elle peut tout au plus coûter de l'argent et du temps. Il s'en tient au principe qu'on doit se contenter de cultiver son jardin et laisser au roi le soin de s'occuper des affaires publiques. Dans un État absolu pratiquant à grande échelle l'espionnage policier, ce qu'était la France d'autrefois, où la participation du citoyen à la politique était de surcroît considérée comme une espèce de crime, le philistin répugnait encore davantage à s'occuper de ce qui se passait au-delà de ses quatre murs.

Mais les choses changèrent quand il devint créancier de l'État et que l'on commença à évoquer la possibilité d'une banqueroute. La politique cessait d'être un passe-temps improductif, elle devenait une affaire sérieuse. Le bourgeois moyen ou petit fut brusquement pris d'un intérêt prononcé pour toutes les questions concernant la gestion de l'État, et comme il n'était pas difficile de voir que les privilèges des deux premiers ordres étaient les principaux responsables de la misère des finances publiques, étant donné qu'ils empochaient la part du lion et ne contribuaient presque pour rien aux recettes publiques, il devint dès lors un opposant énergique, farouchement hostile aux privilèges et entiché de liberté et d'égalité.

Mais ce n'était pas seulement le créancier de l'État, c'était aussi le marchand ou l'industriel qu'il était aussi qui était amené à faire front contre l'État des privilèges.

Les grades supérieurs dans l'armée et la marine étant réservés à une noblesse en pleine décadence morale et physique, les armes françaises devenaient de plus en plus inefficaces. Le 18^{ème} siècle n'a pratiquement vu que des guerres se terminant pour la France par des clauses commerciales désavantageuses et la perte de précieuses colonies – il n'est qu'à voir le traité d'Utrecht (1718), ceux

d'Aix-la-Chapelle (1748), de Paris (1763), de Versailles (1783). Or, pour que le commerce extérieur prospère, il fallait au premier chef une politique étrangère produisant d'heureux effets.

À l'intérieur des frontières, le commerce était entravé par les vieilles barrières féodales. Un certain nombre de provinces étaient des États à eux tout seuls, avec un droit particulier dans beaucoup de domaines, une administration qui leur était propre, et ils étaient séparés des autres parties du royaume par des barrières douanières. À cela s'ajoutaient les accises et les droits des féodaux sur les marchés, les péages etc., qui n'étaient pas loin de paralyser les échanges. Le prix des marchandises arrivant en France depuis le Japon ou la Chine après avoir traversé des océans agités où pullulaient les pirates, n'était multiplié que par trois ou quatre. Le prix d'une quantité de vin transportée de l'Orléanais en Normandie était, lui, multiplié au moins par vingt du fait des nombreuses taxes qui frappaient la marchandise tout au long de son trajet¹¹. Le commerce du vin, précisément, l'une des branches commerciales les plus importantes en France, était particulièrement compliqué par les redevances et droits dont il était grevé. Ainsi par exemple, les propriétaires des vignobles du district de Bordeaux avaient le droit d'interdire dans cette ville toute vente de vin qui n'en provint pas. Les régions viticoles du Languedoc, du Périgord, de l'Agénois et du Quercy, dont les voies fluviales confluaient sous les murs de Bordeaux, se voyaient barrer l'accès de leurs produits au bénéfice des viticulteurs de Bordeaux.

Et en même temps, les communications étaient dans un état lamentable. Il n'y avait pas d'argent pour entretenir les routes, et les travaux pour lesquels les corvées de voirie des paysans ne suffisaient pas, n'étaient pas effectués.

Pour que le commerce prenne son essor, il fallait que soient supprimés les privilèges de la noblesse, l'armée et la marine devaient être réformées, le particularisme des provinces devait être brisé, et éliminés les droits de douane prélevés par la couronne et les seigneurs féodaux. En un mot, les intérêts du commerce exigeaient « la liberté et l'égalité ».

Cette devise ne faisait pourtant pas l'unanimité chez les marchands.

L'une des méthodes favorites de la royauté prérévolutionnaire pour se procurer de l'argent consistait à monopoliser une branche d'industrie ou de commerce et à vendre le monopole à un petit nombre de favoris ou à partager avec eux ce que rapportait l'exploitation monopolistique du public.

Les monopoles les plus lucratifs étaient ceux des grandes compagnies s'occupant du commerce avec les pays d'outre-mer. Il existait encore d'autres monopoles commerciaux attribués dans certaines villes à des corps de métier, pour certains à des corporations organisées. Un spécimen de ce genre, et qui survécut aux réformes de Turgot, était la corporation des marchands de vin de Paris.

Rien d'étonnant donc que les privilégiés de cette catégorie soient restés des partisans du régime des privilèges tout en appartenant au Tiers État.

La fermeture des provinces les unes aux autres ne suscitait pas non plus l'hostilité de tous les capitalistes. Les obstacles mis au commerce des grains entre les différentes provinces, et notamment l'interdiction d'en exporter d'une province à l'autre sans une autorisation spéciale qui n'était pas facile à obtenir, empêchaient que des contrées où la moisson était bonne alimentent celles où elle était mauvaise, ils étaient donc de puissants leviers de la **spéculation sur les grains**, une spéculation qui prenait souvent des dimensions énormes et était l'un des moyens les plus efficaces d'exploiter le peuple. De même qu'aujourd'hui les tarifs douaniers protectionnistes facilitent la formation de cartels, les entraves au commerce intérieur des grains facilitaient la formation de sociétés de rachats

¹¹ Louis Blanc, *Histoire de la Révolution, tome III*, (p. 156 dans l'édition de Bruxelles de 1847)

spéculatifs et de conjurations qu'on appelait « pactes de famine ». À la tête de ces comploteurs, on trouvait parfois le monarque¹², et l'usure pratiquée sur le blé était l'une de ses meilleures sources de revenus. Il va de soi qu'un roi très-chrétien de ce calibre était aussi peu disposé à entendre parler de la libéralisation du commerce des grains que ses comparses en spéculation, circoncis ou pas.

Tout comme pour le commerce, l'ancien régime corsetait l'industrie. Pas par volonté de la brider ! Elle bénéficiait au contraire de son extrême bienveillance. Une industrie capitaliste florissante était considérée comme une des plus abondantes sources de richesses de l'État, qu'il fallait donc soutenir par tous les moyens. Comme l'artisanat des corporations faisait dans toute la mesure du possible obstruction à l'industrie capitaliste dont la concurrence le menaçait, et lui cherchait chicane comme il pouvait, les rois lui accordaient une protection personnelle toute particulière. Certes, ils n'ont jamais songé à éliminer radicalement l'obstacle en abolissant les corporations, ils auraient en procédant ainsi perdu une source de revenus abondante, comme nous allons le voir. Mais ils accordaient aux manufactures des privilèges qui les exemptaient des entraves et des redevances corporatives et féodales. Une manufacture qui en bénéficiait portait le titre de « manufacture royale ». Et la royauté alla plus loin. Pour obtenir que les manufactures livrent les produits les plus parfaits possibles, les entrepreneurs étaient informés des meilleures méthodes de travail, et des règlements spécifiques leur imposaient de les utiliser.

Ces mesures pouvaient être profitables aux manufactures encore au stade de l'enfance. Mais les choses prirent une autre tournure quand, dans la deuxième moitié du 18^{ème} siècle, l'industrie capitaliste commença à se développer plus rapidement et se hissa à un niveau supérieur. Le privilège royal qui protégeait contre les chicanes et les procès des artisans des corporations, devint une servitude bloquant bien des fois de nouveaux investissements. Les règlements, eux, devenaient parfaitement insupportables. Ils avaient permis de diffuser les meilleures méthodes de travail, mais à présent, ils imposaient artificiellement de garder les pires. Les années 60 du 18^{ème} siècle virent le début de la révolution technique qui remplaçait la manufacture par l'usine et allait donner naissance à la grande industrie moderne. Autrefois, dans les manufactures, les méthodes et les outils n'évoluaient que très lentement. Mais maintenant, les inventions se succédaient à un rythme élevé et étaient rapidement adoptées en Angleterre. Si les Français voulaient pouvoir tenir la dragée haute à la concurrence anglaise, il fallait qu'à leur tour, ils fassent leurs les mêmes perfectionnements. Éliminer les barrières corporatives et les règlements bureaucratiques n'était plus désormais une seule affaire de profit, il y allait de la survie même de l'industrie capitaliste. Mais les tentatives lancées en 1776 en ce sens par Turgot échouèrent. Les privilégiés savaient que la réforme ne pouvait s'arrêter là. Ils le renversèrent et effacèrent ce qu'il avait fait. Il fallut la révolution pour abattre les barrières qui entravaient la grande industrie.

Une fraction nullement négligeable des capitalistes industriels avaient cependant intérêt au maintien du régime des privilèges. Comme le commerce, l'industrie capitaliste à ses débuts pourvoyait principalement aux besoins du luxe. En partie, parce qu'il n'y avait pas de marché intérieur et que le paysan fabriquait encore lui-même les produits industriels dont il avait besoin, en partie aussi parce que c'était une industrie de cour couvée par la royauté. En France, les manufactures les plus importantes servaient à produire des étoffes de soie, du velours, de la dentelle, des tapis, de la porcelaine, des poudres cosmétiques, du papier (c'était encore un article de luxe il y a cent ans) etc. Ces entreprises avaient leurs meilleurs clients dans les milieux de la noblesse de cour, parmi les privilégiés. Rogner leurs revenus signifiait mettre en danger l'existence de toute une série de

¹² Louis XV était l'actionnaire principal de la société Malisset, société de rachats spéculatifs. On trouve dans les inventaires des dépenses de sa Cour un trésorier spécialement affecté aux « spéculations sur les grains de Sa Majesté ».

capitalistes industriels. Chez eux, la révolution ne fut en conséquence nullement accueillie avec une franche sympathie.

Il est significatif que lorsque la contre-révolution se dressa en armes en 1793, elle avait à sa tête, - à côté de la Vendée, soit une des régions les plus retardataires de France avec un régime féodal encore florissant et vigoureux -, la ville de Lyon, la ville la plus industrielle du pays, célèbre pour son industrie de la soie et ses broderies d'or. Déjà en 1790, avait eu lieu une tentative de soulèvement menée par des prêtres et des nobles, et Lyon est restée longtemps un bastion du légitimisme et du catholicisme. Et quand en 1795 fut brisée l'hégémonie des Jacobins, la bourgeoisie de Paris ne fit pas mystère de ses sympathies royalistes antirépublicaines. Si les choses s'étaient passées selon ses vœux, on n'aurait pas attendu plus longtemps la restauration de la monarchie légitime et le retour des aristocrates émigrés.

7. Les intellectuels

Il y a encore une catégorie importante de la bourgeoisie qu'il convient d'évoquer, celle de l'**intelligentsia bourgeoise**. Le mode de production capitaliste a disjoint les deux fonctions qui étaient réunies dans l'artisanat et les a assignées à deux catégories différentes de travailleurs, les travailleurs manuels et les travailleurs intellectuels. Il a en outre, dans la société où il s'est formé, élargi à l'infini la division du travail, et donné naissance à une série de professions vouées uniquement au travail intellectuel.

Le **technicien** de formation scientifique ne jouait à vrai dire au 18^{ème} siècle pas encore un grand rôle dans l'**industrie**. L'application industrielle de la mécanique et de la chimie scientifiques en était à la fin du siècle aux premiers balbutiements. Dans les **transports**, en revanche, le nouveau mode de production assignait déjà au technicien des tâches importantes : il devait construire des bateaux, des ponts, des routes, des canaux. Tout aussi importante pour le développement de son savoir-faire était l'art de la **guerre**.

La concentration de plus en plus forte de la population dans les villes, ajoutée à la prolétarisation croissante de larges couches populaires, avait pour conséquence la diffusion des maladies et des épidémies dévastatrices. Le besoin de **médecins** allait grandissant. Or, le développement de la bourgeoisie, l'afflux de la noblesse rurale vers la capitale, augmentaient le nombre de ceux qui pouvaient **payer** un médecin.

Nous avons vu au 4^{ème} chapitre comment est né et a grandi le besoin de juristes.

Le nouvel État centralisé qui prenait la place de l'association plus ou moins lâche des entités féodales, ne pouvait fonctionner avec le seul relais administratif de la noblesse et de l'Église. Celui-ci était devenu même carrément une gêne. Lui fut substituée une **bureaucratie** centralisée, une catégorie de gens pour qui l'administration n'était pas une occupation accessoire, mais une activité exclusive et professionnelle.

Pour former tous ces éléments, il fallait de nombreuses écoles, de **nombreux enseignants**.

C'est ainsi que prit corps une classe nombreuse d'individus se recrutant pour l'essentiel dans la bourgeoisie et y ayant leurs racines, et qui tiraient leurs moyens d'existence de la mise en œuvre de leur **intelligence**, raison pour laquelle on peut globalement donner à cette classe l'étiquette d'« intelligentsia », ce qui ne veut bien sûr pas dire que tous ses membres aient été intelligents ni qu'il n'y eût d'intelligence que parmi eux. De leurs rangs surgirent des penseurs qui ne se donnaient pas pour tâche de mettre leur savoir directement au service d'applications concrètes, mais d'explorer les relations fondamentales qui structurent la nature et la société et d'en dégager les lois, sans se demander si elles ont éventuellement une utilité pratique dans la vie civile, des penseurs pour lesquels la recherche était un but en soi, pas un moyen au service d'une fin. Quelques abstraites cependant que les théories de ces philosophes aient pu être, leurs besoins personnels étaient de nature extrêmement concrète. Ils voulaient vivre, et pour bon nombre d'entre eux, vivre bien.

Chez les Grecs de l'Antiquité, et notamment les Athéniens, la recherche de la vérité, la philosophie, avait été la plus noble activité des hommes libres de la classe possédante, leur apanage. Le loisir, reposant sur le travail des esclaves et d'autres méthodes d'exploitation, était mis au service des sciences et des arts.

Même chose chez les anciens Romains, mais ceux-ci étaient d'une étoffe plus grossière. Ils étaient passés trop brutalement de l'état de paysans épais à celui de maîtres de monde pour que, chez la majorité des possédants libres, la boulimie d'exploitation et le désir impulsif de jouissances extravagantes et de

fanfaronnades ridicules n'ait pas pris le pas chez la majorité des possédants libres sur la soif de savoir et les plaisirs esthétiques.

Mais quel ne fut pas le sort des sciences, et avec elles, des beaux-arts, quand, à la fin du Moyen-Âge, les unes et les autres commencèrent à sortir de leur sommeil ! D'un côté, hormis la noblesse de cour dont nous allons reparler tout de suite, voilà des seigneurs féodaux mal dégrossis dans leur peau de paysans et des prêtres obtus pour qui ne comptaient que des plaisirs primitifs, et de l'autre un monde de commerçants qui, à quelques exceptions près, à force de calculer et de spéculer en vue du profit, perdaient d'autant plus toute capacité à se livrer à des spéculations abstraites que la compétition économique se faisait plus acharnée. On ne pouvait évidemment attendre des basses classes condamnées à un dur labeur que quelque chose les porte à la pensée scientifique. Tout leur faisait défaut : les bases de l'instruction, l'occasion, le temps.

Aucune des classes dominantes, possédantes et adonnées aux plaisirs de la vie, n'avait en elle-même de ressources permettant de développer les sciences et les arts. La pensée, la littérature furent laissées aux intellectuels, des gens qui étaient contraints d'aller offrir sur le marché leur force de travail intellectuelle comme l'ouvrier salarié offre la force de ses bras. Mais les philosophes et les artistes ne trouvaient guère qu'auprès de la **noblesse de cour** un public en mesure de les payer. Celle-ci s'était dé faite de la grossièreté de la noblesse rurale et avait développé une inclination pour des plaisirs plus délicats. Elle avait aussi plus de loisirs et moins de sujets de préoccupation immédiate que les marchands. Cependant, aucune cour ne devint jamais une académie, une école philosophique. Les courtisans ne se muèrent pas en penseurs et en chercheurs, ils furent seulement des « protecteurs », les patrons tutélaires d'artistes et de philosophes. C'était plus confortable. En dépouillant le rustre, le courtisan avait aussi perdu l'énergie du hobereau. Il avait en horreur le travail persévérant dirigé vers un objectif, quelle que fût sa nature. Il voulait s'amuser, et les arts comme les sciences n'étaient là que pour y contribuer. Les cours avaient des bouffons et des nains, elles avaient au même titre des artistes et des philosophes. Naturellement, il ne fallait pas que la philosophie demande un trop gros effort intellectuel, elle devait être présentée sous des dehors légers, plaisants, spirituels, amusants.

Une théorie sociale qui n'aurait pas rempli ces conditions ou pire, qui s'en serait prise à la cour, n'avait, dans la France des premières décennies du 18^{ème} siècle aucune chance de retenir l'attention. Si admirables qu'aient pu être ses idées, aussi longtemps que les conditions sociales ne les rendaient pas audibles, elles ne pouvaient pas avoir plus de succès qu'une semence de la meilleure qualité a de chances de germer si elle tombe sur une pierre.

Les tendances oppositionnelles du Tiers État n'avaient dans ces conditions que peu l'occasion de trouver une expression théorique. Le seul domaine où cela restait encore plus ou moins possible était celui de la **religion**. La noblesse de cour comme la bourgeoisie étaient l'une et l'autre hostile à l'Église dépendant de Rome. Il est pourtant significatif que, dans la première moitié du 18^{ème} siècle, les attaques les plus violentes des philosophes éclairés aient été dirigées, non pas contre les formes féodales de l'Église les plus décrépite, les plus désuètes, mais au contraire contre la forme la mieux adaptée aux réalités modernes. Cela s'explique, non pas par le pouvoir des idées abstraites, mais bien par celui des intérêts de classe. La vieille organisation féodale de l'Église reposant sur la propriété foncière était depuis longtemps devenue « nationale » en France. Ce n'était plus le pape, mais le roi qui nommait ses dignitaires, qui distribuait les prébendes, et cela exclusivement aux membres de la noblesse, comme nous l'avons vu. Celle-ci se gaussait beaucoup de la religion, mais trouvait le système à son goût. Elle ne tolérait pas les attaques qui auraient pu gêner les intérêts de l'Église.

Il existait toutefois une organisation ecclésiastique qui n'était pas aux mains du roi, mais aux mains du **pape**. Celui-ci, un étranger, avait à sa disposition ses revenus, qui n'étaient pas minces, et ceux-ci

ne profitaient pas seulement à des Français, mais aussi à des Italiens, des Espagnols, des Allemands, etc., car cet ordre était international. Et ces revenus ne servaient pas à alimenter la caisse des privilégiés, car il ne reconnaissait pas en son sein de différences entre les états et promouvait ses membres sur l'échelle des dignités seulement en fonction de leurs **mérites**.

Cet ordre était haï de la noblesse, mais tout autant de la bourgeoisie, à qui il faisait une énorme concurrence. Car il mettait tous les moyens modernes d'enrichissement au service de l'Église, et était d'autant plus en état de se rire de toute concurrence et d'accumuler de gigantesques fortunes qu'il avait ses missionnaires, ses agents et ses espions partout dans le monde, jusqu'en Chine et au Japon, au Mexique et au Pérou, partout où la concurrence protestante ne l'en empêchait pas. Il s'entendait fort bien non seulement à faire des affaires en Europe, mais aussi à organiser dans un système cohérent l'exploitation des colonies, et il fut la première puissance européenne à réussir à tirer profit des colonies en ne recourant pas seulement au pillage, au commerce et aux grandes plantations, mais aussi en utilisant les indigènes dans des entreprises **industrielles**, des sucreries etc. Ces gens si avisés en affaires et qui, rusés et implacables, se serraient toujours les coudes, ces individus sans patrie dont le bourgeois catholique rencontrait ou croyait rencontrer la concurrence partout où il y avait de l'argent à se faire, et qu'il détestait donc autant qu'il les craignait superstitieusement, ce n'étaient pas – disons – les Juifs, comme serait tenté de le supposer un « Arien » ou « chrétien » moderne au vu de ce portrait, non, c'étaient les **Jésuites**. C'est contre eux, contre ces ennemis communs à la bourgeoisie et à la noblesse de cour, qu'étaient dirigées les attaques les plus virulentes des philosophes éclairés, celles des cours elles-mêmes et de leur police.

Mais la chasse aux Jésuites ne remédia pas plus aux problèmes économiques du 18^{ème} siècle que les discours antisémites ne peuvent remédier aux nôtres. La charge pesait de plus en plus lourdement sur la masse de la nation, comme nous l'avons vu, et il devenait de plus en plus évident que c'était la cour qui était responsable de tous les abus, de tous les obstacles au développement, que c'était là l'exploiteur principal.

Et en même temps, les liens qui avaient mis la majorité des penseurs et des chercheurs sous la coupe des cours princières se délitaient. L'« intelligentsia » avait augmenté en nombre, la bourgeoisie s'éveillait à la politique. Des ouvrages de politique et d'économie devenaient une marchandise trouvant acquéreur, et à côté du marché des livres se constituait le journalisme. Le philosophe et homme de lettres bourgeois pouvait trouver d'autres moyens d'existence que les pensions et les cadeaux de la cour, il gagnait maintenant sa vie, même si c'était parfois chichement, comme porte-parole des intérêts de la bourgeoisie. À partir de ce moment, dans la deuxième moitié du 18^{ème} siècle, il devint possible d'élaborer et de faire valoir des théories qui, non seulement étaient indépendantes de la cour, mais lui étaient carrément hostiles.

Même des théories anticapitalistes commençaient à trouver un certain écho, tellement il y avait de catégories de capitalistes qui tiraient avantage des dépenses effrénées de la Cour et avaient leur part de l'exploitation de l'État. De ce fait, les tentatives entreprises pour éliminer les abus suscitaient leur hostilité. Il devenait de plus en plus évident que le seul levier possible pour mettre un terme au règne de la Cour et des privilèges, c'étaient les paysans et les « petites gens » de la ville, le « peuple », qui en était la première victime.

Les penseurs bourgeois avaient cessé d'être des « philosophes », ils étaient économistes et politiciens, et ils s'exprimaient de plus en plus en faveur du peuple, de plus en plus contre non seulement la prêtraille et la noblesse, mais aussi contre les « riches » de façon générale. Néanmoins, les amorces de critique socialiste que l'on vit apparaître dans la deuxième moitié du 18^{ème} siècle, ne rencontrèrent que peu d'écho et ne furent pas comprises. Les théories qui étaient en vogue, surtout celles de J.J.

Rousseau, n'avaient rien de communiste, bien que l'observateur superficiel ait pu les tenir pour telles. Ce que l'époque exigeait, c'était l'abolition des barrières féodales qui faisaient obstacle à la **production marchande**, et l'intelligentsia bourgeoise était trop clairvoyante pour ne pas s'en rendre compte et se lancer dans un socialisme qui n'avait alors aucune perspective. C'est que, malgré toute la sympathie qu'elle pouvait avoir pour les classes exploitées et souffrantes, elle ne pouvait pas non plus dépasser la ligne d'horizon de la bourgeoisie à laquelle elle appartenait du fait de ses relations familiales, de sa position sociale, de ses conditions d'existence. Mais sa vision n'était pas bornée par les œillères d'intérêts temporaires et particuliers de telle ou telle clique de capitalistes, qui leur interdisait de voir ce dont le développement de mode de production capitaliste avait besoin, qui les empêchaient de discerner les intérêts à long terme de leur propre classe dans sa globalité, et de travailler à les satisfaire, ce qui faisait que nombre de capitalistes étaient des partisans du régime féodal et que presque tous regardaient toute innovation avec méfiance. L'intelligentsia se situait bien au-dessus de l'étroitesse d'esprit du bourgeois absorbé dans ses affaires. Le métier de ces gens-là les portait à généraliser, à suivre une logique, ils connaissaient dans le détail les structures sociales et la politique des temps passés et du temps présent. Et c'est pourquoi c'était l'intelligentsia qui identifiait les intérêts fondamentaux de la bourgeoisie comme classe, lesquels coïncidaient alors avec les nécessités du développement économique. C'était l'intelligentsia qui fut leur porte-parole, pas seulement face à la Cour, aux aristocrates et au clergé, parfois face aux paysans, aux petits-bourgeois et aux prolétaires, mais aussi même face aux coterie capitaliste quand leur intérêt du moment était en contradiction avec les intérêts de base permanents de la classe dans son ensemble. N'étant mus ni par des intérêts personnels, ni par des intérêts temporaires, agissant sur la base d'une compréhension en profondeur de la société qui était le fruit du travail intellectuel de longues années, les hommes des Lumières bourgeoises n'apparaissaient pas comme les défenseurs d'intérêts matériels, mais comme les représentants de principes dépouillés, d'idées pures, comme des « doctrinaires », face aux « praticiens » capitalistes qui, fiers de leur ignorance, ne songeaient qu'à mettre l'État au service de leurs entreprises particulières.

Les intellectuels bourgeois n'en étaient pas encore à adapter les théories aux vœux et aux humeurs des « praticiens de la politique », au lieu d'exiger d'eux qu'ils se soumettent à la théorie. Et avec la Révolution, ils acquirent en France le pouvoir de concrétiser leurs théories. Après la chute de la noblesse de cour et de la haute finance qui lui était alliée, une classe et une seule était en état de gouverner, et c'était l'intelligentsia bourgeoise. Aujourd'hui encore, alors que dans la plupart des pays constitutionnels de larges couches populaires, et en premier lieu la classe ouvrière urbaine, se sont familiarisées grâce à leur activité politique avec les nécessités et les tâches de la législation et de l'administration d'un grand État moderne, c'est toujours l'intelligentsia bourgeoise qui domine dans les parlements. Il ne pouvait en être à plus forte raison autrement il y a cent ans en France, un pays d'où toute action politique avait été bannie depuis des siècles !

Même les petits-bourgeois de Paris n'élurent pas pour les représenter des députés issus de leurs rangs, mais des juristes, des journalistes etc.

C'est ainsi que l'intelligentsia bourgeoise put prendre en mains le pouvoir central et le mettre au service de leurs théories, c'est-à-dire des intérêts de classe de la bourgeoisie. Et comme c'étaient ses options qui étaient le plus à même de répondre aux besoins d'un développement devenu nécessaire, c'étaient, elles qui coïncidaient le mieux avec les tendances réelles de la Révolution. C'est elle que l'on entend le plus et le mieux tout au long de la Révolution, ce sont ses discours, ses livres, ses journaux, qui se sont le mieux conservés. Il n'est donc pas surprenant que les idéologues qui se règlent sur l'aspect superficiel des choses en viennent à s'imaginer que ce sont les penseurs et leurs idées qui auraient fait et guidé la Révolution.

Il ne fait aucun doute que cette classe est de celles qui ont imprimé de façon éclatante leur marque à la Révolution française. Elle est son œuvre dans tout ce qui touche à la gestion de l'État et à la législation. Il serait cependant erroné de croire que la Révolution se serait faite exclusivement avec des décrets ministériels et des résolutions parlementaires. Aux moments cruciaux, l'initiative et la décision vinrent des soulèvements populaires, notamment des faubourgs parisiens et des paysans. Les résolutions les plus importantes des assemblées successives, de la Constituante, de la Législative, de la Convention, ne firent que consacrer ce que le peuple avait déjà fait. Au cours des **luttés** révolutionnaires, ces assemblées se montrèrent sans boussole, elles recevaient leurs directives du peuple, elles ne lui en donnaient pas.

Ce n'est pas dans les **événements** qui ont scandé la Révolution, que se manifestèrent l'importance et l'influence de l'intelligentsia, mais dans les réalisations qui lui ont survécu. Ce n'est pas elle qui avait pris la Bastille, balayé les charges féodales et purgé la France nouvelle de ses ennemis extérieurs et intérieurs. Mais c'est elle qui a jeté les fondations sur lesquelles repose son organisation politique encore aujourd'hui, et créé un droit civil qui continue à être ce qui existe de mieux et de plus en accord avec la modernité. Certes, celui-ci a été annexé comme bien d'autres choses par un général victorieux qui l'a mis au service de ses propres visées – le code civil est devenu le code Napoléon. Il n'en reste pas moins que ce droit est la création de l'intelligentsia révolutionnaire de la Convention.

8. Les sans-culottes

Le Tiers État comprenait également les artisans. L'organisation en corporations était sclérosée depuis longtemps et devenue pour quelques élus le moyen de monopoliser la production artisanale et de faire du titre de maître-artisan un privilège qui favorisait d'autant plus l'exploitation des compagnons et des consommateurs qu'était plus restreint le nombre de ceux auxquels il était attribué. Il était quasiment impossible à un compagnon de s'élever à ce grade s'il n'était pas le fils ou le gendre, ou n'épousait pas la veuve d'un maître-artisan. Pour les autres, toute une série de conditions rendait la chose non seulement extrêmement difficile, mais généralement impossible à priori. Souvent, la corporation était déclarée fermée, et fixé une fois pour toutes le nombre de maîtres-artisans qu'elle pouvait compter.

Cependant, en croyant pouvoir, sous le régime policier de l'absolutisme, établir et défendre leur monopole en faisant confiance à leurs seules propres forces, ces messieurs les maîtres commettaient une lourde erreur. La royauté ancienne trouvait extrêmement immoral qu'une clique exploite le peuple en vertu d'un monopole sans partager le butin avec le souverain. Le droit de délivrer les lettres de maîtrise – contre paiement en bonnes espèces, n'oublions pas l'essentiel – fut déclaré privilège de la couronne. De la même façon, celle-ci s'attribua le droit de nommer aux charges des corporations. Si les corporations voulaient garder ce droit pour elles, elles devaient les racheter à la couronne en pièces sonnantes et trébuchantes, et cela non pas une fois pour toutes, mais de façon renouvelable, car la couronne aimait à se souvenir de ses droits de souverain sur les corporations et menaçait de les faire valoir aussi souvent qu'elle avait des besoins d'argent.

Les maîtres-artisans avaient naturellement intérêt au maintien du régime des privilèges. Étant les plus faibles, ils auraient été les premières victimes d'une politique de réformes. Et effectivement, c'est contre eux que fut dirigé le premier assaut de Turgot le réformateur.

Les compagnons étaient de l'autre côté de la barricade. Le compagnonnage n'était plus un simple stade transitoire menant à la maîtrise, les compagnons constituaient désormais une classe à part ayant ses propres intérêts. Mais ils ne se voyaient pas comme des prolétaires salariés au sens d'aujourd'hui. Ils s'opposaient radicalement aux maîtres-artisans des corporations, mais ne revendiquaient rien de plus que la possibilité d'accéder eux-mêmes à la maîtrise, et ils se sentaient solidaires des maîtres hors corporations qui formaient une classe nombreuse et en croissance rapide.

Sous l'ancien régime, différents quartiers, dans certaines villes, jouissaient du privilège de ne pas être astreints à l'organisation en corporations. Cette obligation s'appliquait en effet généralement aux villes, pas aux villages. Or, bien des villages étaient situés à proximité d'une grande ville, et celle-ci se développant rapidement, ils avaient été absorbés et étaient devenus des faubourgs, mais ils avaient su se préserver de la contrainte corporative. Quand, sous Louis XVI, la misère s'aggrava chez ces artisans et que grandit l'opposition aux corporations, le gouvernement tenta de calmer les esprits en étendant les privilèges des faubourgs et en les accordant à un certain nombre de nouvelles localités. À Paris, le faubourg Saint-Antoine et le faubourg du Temple étaient de ce point de vue particulièrement favorisés. S'y pressaient tous les compagnons qui voulaient prendre leur autonomie et n'avaient aucune chance d'obtenir une place de maître-artisan. Un nombre énorme de petits maîtres végétait chichement dans ces quartiers étroits hors desquels ils n'avaient pas le droit de vendre leurs produits en ville. Et plus leur nombre augmentait, plus la concurrence qu'ils se faisaient devenait vive, plus ils s'impatientaient des barrières que le régime des privilèges leur imposait, plus leur amertume croissait au spectacle de l'opulence ostentatoire des maîtres de corporations dans les quartiers voisins.

Les capitalistes, de leur côté, avaient une prédilection pour les districts urbains ou pré-urbains affranchis de l'obligation des corporations. Ils installaient là leurs manufactures parce qu'ils y trouvaient ce dont ils avaient besoin, une main-d'œuvre habile et nombreuse qu'ils pouvaient en outre

exploiter sans restrictions aucunes. À côté d'une foule de petits maîtres-artisans et de compagnons, on trouve pour cette raison dans ces faubourgs aussi de nombreux travailleurs salariés de l'industrie capitaliste qui se recrutaient en partie dans les rangs des travailleurs de l'artisanat, en partie dans la population rurale. L'industrie capitaliste employait déjà, outre des ouvriers qualifiés, toujours plus de non-qualifiés, de journaliers, etc.

Indissociables de ces éléments, il y avait aussi les petits commerçants, les aubergistes, etc., qui, soit étaient issus de leur milieu, soit vivaient de leur clientèle et partageaient leurs intérêts.

Cette masse d'ouvriers et de petits-bourgeois comptait aussi un nombreux **prolétariat de gueux** dont le nombre ne cessait d'augmenter et qui affluait en permanence vers les villes, surtout vers Paris, car c'est là que se présentaient les occasions les plus favorables d'activités honnêtes ou malhonnêtes. Les mendiants représentaient le vingtième de la nation, en 1777, on les estimait à 1 200 000. À Paris, ils étaient 120 000, soit le sixième de la population.

Une bonne partie de ce prolétariat de gueux n'était pas encore complètement dégénérée et se montrait capable d'un élan moral dès qu'une lueur d'espoir devenait perceptible. Ces couches populaires se lancèrent avec enthousiasme dans le mouvement révolutionnaire qui leur promettait la fin de leurs souffrances. Il va de soi que mal d'éléments peu reluisants se tournèrent aussi vers la Révolution, désireux simplement de pêcher en eau trouble, et prêts à vendre et trahir sa cause en toute occasion. Mais il est ridicule de camper ces vauriens en figures typiques de la masse des petits-bourgeois et des prolétaires.

Si hétéroclite que fût cette masse, elle était unie jusqu'à un certain point, c'était une vraie masse révolutionnaire. Elle était pénétrée d'une détestation intense, non seulement des privilégiés, des maîtres des corporations, de la prêtraille, des aristocrates, mais aussi de la bourgeoisie qui, pour une part, l'exploitait au titre de fermier des impôts, ou en qualité de spéculateur sur les grains, ou comme usurier, ou comme patron d'industrie, etc., et pour une autre, leur faisait concurrence, qui donc maltraitait tout un chacun sous une forme ou une autre. Mais en dépit de cette haine et de la rudesse avec laquelle elle s'exprimait parfois, ces révolutionnaires n'étaient pas des socialistes. Avant la Révolution, le prolétariat n'existait comme classe consciente d'elle-même. Il vivait encore totalement dans le monde des idées de la petite-bourgeoisie. Or les revendications et les buts de celle-ci se situaient sur le terrain de la production marchande.

Ce serait faire fausse route de tirer un signe d'égalité entre ces éléments et les travailleurs salariés modernes de la grande industrie, et de leur supposer les mêmes aspirations. Ce serait se tromper du tout au tout, non seulement sur ce qu'étaient ces éléments qu'on regroupe sous le nom de « sans-culottes », mais aussi sur la nature de toute cette Révolution qu'ils ont si puissamment contribué à façonner.

Nous avons vu que la bourgeoisie n'était nullement un bloc révolutionnaire homogène. Des avantages momentanés attachaient diverses fractions directement au maintien du régime des privilèges, d'autres étaient méfiantes et réservées vis-à-vis de la Révolution, d'autres encore, tout en sympathisant avec elle, manquaient de courage et d'énergie. L'aile révolutionnaire de la bourgeoisie n'aurait pu sans alliés tenir tête à ses adversaires, en premier lieu la cour, qui pouvait s'appuyer au moins sur une partie totalement sûre de l'armée, les régiments français recrutés dans les provinces réactionnaires, et les régiments de mercenaires allemands et suisses, et qui enfin se liguaient avec l'étranger et attisait la guerre civile à l'intérieur des frontières. Pour venir à bout de la contre-révolution, il fallait chercher ailleurs que dans la bourgeoisie, il fallait des gens à qui un bouleversement radical ne faisait courir aucun risque, des gens qui n'avaient pas à ménager une clientèle distinguée, des gens qui avaient des bras vigoureux pour taper dans le tas, et en outre et surtout, il fallait du monde, beaucoup de monde.

L'aile révolutionnaire de la bourgeoisie trouva chez les paysans, les petits-bourgeois et les prolétaires l'appui sans lequel elle aurait succombé. Mais les paysans, les petits-bourgeois et les prolétaires des villes de province étaient trop dispersés, trop peu organisés, trop éloignés de Paris où se concentraient les mouvements politiques, pour pouvoir intervenir quand il fallait une décision rapide.

La Révolution eut pour centres les faubourgs de la capitale, là où la politique du régime des privilèges elle-même avait concentré à proximité immédiate du siège du gouvernement central les éléments les plus énergiques et les plus radicaux du pays, les gens qui n'avaient rien à perdre et tout à gagner.

Ce sont eux qui protégèrent l'Assemblée Nationale des attaques de la cour, qui, en prenant la Bastille le 14 juillet 1789, non seulement s'emparèrent de cette forteresse dont les canons menaçaient le faubourg révolutionnaire de Saint-Antoine, mais étouffèrent dans l'œuf une tentative contre-révolutionnaire de la cour et donnèrent le signal du soulèvement des paysans dans le pays tout entier. Ce sont eux qui parèrent à une deuxième tentative de la cour d'écraser la Révolution en faisant donner la partie restée fidèle de l'armée, quand ils s'emparèrent de la personne du roi et l'emmenèrent sous bonne garde à Paris (5/6 octobre 1789).

Mais bientôt, après avoir été les alliés de la bourgeoisie, les sans-culottes devinrent ses maîtres. Leur prestige, leur puissance, leur maturité, leur confiance en eux, augmentaient avec chaque coup porté à la Révolution, car seule, leur intervention immédiate et énergique réussissait à l'arrêter. Plus la situation devenait périlleuse pour la Révolution, plus il était nécessaire de faire appel aux gens des faubourgs, plus leur domination devenait exclusive. Celle-ci fut à son comble quand les monarques coalisés de toute l'Europe envahirent la France cependant que la contre-révolution intérieure relevait la tête dans diverses provinces et que le gouvernement lui-même et la direction de l'armée conspiraient par moments avec l'ennemi. Ce ne fut pas la Législative, ni la Convention qui ont alors sauvé la Révolution, mais les sans-culottes. Se rendant maîtres du club des Jacobins, ils s'emparèrent d'une organisation qui était dirigée depuis Paris et avait ses ramifications dans la France entière. S'emparant de la municipalité de Paris, ils disposaient à leur gré des immenses moyens de cette ville. Avec le club des Jacobins et la Commune, et dans les cas où cela ne suffisait pas, en s'insurgeant, ils dominaient la Convention, dominaient la France : en guerre, dans une situation désespérée, encerclés de tous côtés, menacés d'anéantissement, ils mirent en œuvre un droit de la guerre implacable, opposèrent à des dangers exceptionnels une énergie exceptionnelle, étouffèrent non seulement toute résistance et toute trahison, mais noyèrent aussi toute possibilité de résistance ou de trahison dans le sang des suspects.

Mais le terrorisme n'était pas seulement une arme de guerre destinée, sur le front intérieur, à intimider l'ennemi de l'ombre et à lui couper les jarrets, et, sur le front extérieur, à inspirer aux défenseurs de la Révolution la certitude de l'emporter sur l'ennemi.

La guerre avait amené les sans-culottes au pouvoir. Mais ceux-ci voulaient se battre pour un État, pour une société telle qu'ils l'imaginaient. L'exploitation féodale était éliminée, mais l'exploitation capitaliste, qui avait déjà pris forme sous l'ancien régime, était toujours là. Bien plus, l'abolition des barrières féodales avait laissé le champ libre au mode de production capitaliste, à l'exploitation capitaliste, qui pouvaient maintenant se développer rapidement. La lutte pour abolir ou au moins contenir les diverses modalités de cette exploitation, en particulier celles liées au commerce, à la spéculation et à l'usure, prit bientôt autant d'importance aux yeux des sans-culottes que celle contre la restauration du féodalisme. Mais il était impossible à cette époque-là d'éradiquer cette exploitation : pour passer à un nouveau mode de production, un mode de production supérieur, il aurait fallu que soient remplies des conditions qui ne pouvaient l'être encore.

La situation était donc sans issue pour les sans-culottes. Les événements leur avaient donné les clés du pouvoir, mais la configuration générale les privait de la possibilité d'établir des institutions pérennes conformes à leurs intérêts. Étant maîtres de toute la France, ils ne pouvaient pas et ne voulaient pas rester sans réagir et se résigner à la misère dans laquelle les plongeait un capitalisme en rapide expansion et que la guerre aggravait encore. Forcément ils furent donc amenés à la combattre en intervenant autoritairement et brutalement dans la vie économique, en réquisitionnant, en fixant un maximum pour le prix des vivres, en décapitant les exploiters, les spéculateurs et les boursicoteurs, les accapareurs, les fournisseurs véreux. Mais rien de tout cela ne les rapprochait de leur but final. L'exploitation était comme une hydre, plus on lui coupait de têtes, plus il lui en repoussait. Pour l'affronter, les sans-culottes étaient poussés de plus en plus loin. Ils furent obligés de déclarer la Révolution permanente et d'intensifier d'autant plus le terrorisme dont l'état de guerre leur avait déjà imposé la mise en œuvre, qu'en luttant contre l'exploitation, ils se mettaient en contradiction avec les nécessités du mode de production, avec les intérêts des autres classes.

Mais quand les victoires de l'armée française sur les ennemis extérieurs et intérieurs eurent assuré la sécurité de la République, la Terreur cessa d'être une nécessité pour le salut de la Révolution. Elle était maintenant de plus en plus vivement ressentie comme un frein insupportable à l'essor économique. Les adversaires des sans-culottes se renforçaient rapidement, et tout aussi rapidement, ceux-ci, déjà décimés par des luttes incessantes, perdaient de leur énergie suite aux désertions et en raison du relâchement de la tension. Plus les armes françaises étaient victorieuses, plus le prestige des sans-culottes baissait en comparaison de celui de l'armée et de celui de la bourgeoisie qui se relevait désormais et engageait le prolétariat des gueux à son service. Ils perdirent leurs positions l'une après l'autre et finirent par ne plus compter pour rien du tout.

On a dit que leur déclin, commencé avec la chute de Robespierre (le 9 thermidor – 27 juillet 1794), après celle d'Hébert, et scellé le 4 prairial (24 mai 1795), signifiait l'échec de la Révolution. Comme si un événement historique, un fait inscrit dans la réalité par la logique de la situation, pouvait « échouer » ! Une entreprise **planifiée** par des individus, un putsch, une émeute, peut échouer, mais pas une évolution ! Celle-ci ne devient révolution qu'au moment où elle s'achève ; une révolution échouée, ce n'est pas et ce ne peut pas être une révolution. Une révolution ne peut pas plus échouer qu'une tempête. Dans une tempête, certes, bien des bateaux sombrent et il en est de même dans une révolution pour bien des partis. Mais il serait inepte d'identifier un parti à la révolution, de prêter à la révolution les objectifs que se sont donnés les partis.

Les Jacobins et les faubouriens de Paris ont échoué parce que les conditions objectives ne permettaient pas une révolution favorable aux petits-bourgeois et aux prolétaires, parce qu'elles rendaient impossible la défense de tout ce qui se mettait en travers de la révolution capitaliste. Mais leur action n'a pas été vaine. Ce sont eux qui ont sauvé la Révolution bourgeoise et ont balayé l'ancien régime féodal avec une radicalité que n'a connue aucun autre pays au monde, eux qui ont dégagé et préparé le terrain sur lequel, en quelques années seulement, sous le Directoire et à l'ère napoléonienne, devait se mettre en place à une allure vertigineuse un nouveau mode de production. Voilà que, par une colossale ironie, ce furent les adversaires les plus acharnés des capitalistes qui, à rebours de leur propre volonté, ont accompli pour ces derniers ce que ceux-ci, par eux-mêmes, n'auraient jamais réussi à faire.

Mais la lutte des petits-bourgeois et des prolétaires français, et notamment parisiens, si elle s'est terminée par leur défaite, a eu aussi des conséquences positives pour eux. L'énergie phénoménale qu'ils ont déployée, le rôle historique mémorable qu'ils ont joué, leur ont donné une confiance en soi et une maturité politique qu'il était impossible d'effacer d'un coup d'éponge et qui ont leurs prolongements aujourd'hui encore. Les traditions jacobines ont diffusé encore longtemps un rayonnement juvénile autour du radicalisme bourgeois, de sorte que jusque dans ces derniers temps,

et malgré sa sénescence, il a fait montre de plus de vigueur que ses cousins des autres États européens. Mais d'un autre côté, ces mêmes traditions continuent encore à peser sur une fraction du prolétariat, même si celle-ci est de plus en plus restreinte.

La peur bleue de nos historiens leur fait voir un communiste dans chaque Jacobin. En réalité, la tradition jacobine a été l'un des plus sérieux obstacles auxquels se soit heurtée la formation en France d'un grand parti ouvrier social-démocrate uni et indépendant.

9. Les paysans

Les **paysans** se situaient encore une marche en-dessous des artisans non affiliés à une corporation, des prolétaires et tous ceux qui vivaient dans leurs parages. Citadins, le bouillonnement des idées n'était pas sans influencer dans une certaine mesure ces derniers, qui vivaient par ailleurs entassés dans des localités étroites non loin des centres du pouvoir. Leur concentration et leur intelligence leur donnaient une certaine force de résistance, et la proximité du gouvernement la possibilité d'agir directement pour faire pression sur lui. Si dure que fût l'oppression qui pesait sur eux, pire encore était celle qu'on faisait subir en toute impunité aux paysans, lesquels, isolés, disséminés, loin de toute stimulation intellectuelle, n'étaient pas en capacité de se coaliser contre leurs bourreaux et de faire entendre leurs doléances.

Alors que la noblesse et le clergé, la bureaucratie centrale et urbaine, et presque tous les gens fortunés étaient totalement ou partiellement exonérés des impôts d'État directs, ceux-ci retombaient d'autant plus lourdement sur le paysan. Il pouvait arriver que leur montant atteigne jusqu'à 70% de son revenu net. En moyenne, c'étaient 50%.

C'était de préférence le paysan qui était appelé au service armé, la milice levait chaque année 60 000 hommes. La noblesse, en revanche, n'y était pas assujettie. Et pourtant, elle avait l'effronterie de prétendre que l'exemption dont elle jouissait se justifiait par l'impôt du sang dont elle aurait été seule à s'acquitter pour la patrie. En fait, dans la mesure où elle le faisait effectivement, celui-ci s'était transformé, d'obligation périlleuse et coûteuse qu'il était à l'origine, en un privilège lucratif permettant bien plutôt d'exploiter cette même patrie. À quelqu'un qui voyait une injustice dans le fait de n'enrôler que des paysans, un partisan de cette pratique crut pouvoir répliquer que le sort des soldats était si misérable que seul un paysan pouvait supporter pareil traitement.

Les paysans étaient les seuls à être astreints à la corvée pour construire les routes empruntées par les armées, c'était sur eux que retombaient les charges de l'attelage des véhicules et du cantonnement des troupes lors de leurs déplacements.

Les servitudes imposées aux paysans pour l'entretien de l'État moderne se multipliaient, et en même temps subsistaient celles de la féodalité, et ce n'étaient pas seulement des charges, c'étaient des entraves qui bloquaient toute amélioration de la production, voire avaient pour conséquence sa détérioration.

Le paysan n'avait pas le droit de cultiver ce qu'il voulait. La dîme reposait sur les vieilles espèces connues, pas sur les plantes récemment introduites, par exemple la pomme de terre ou la luzerne. Raison pour laquelle la culture lui en était bien souvent interdite. Cela gênait considérablement l'introduction de procédés améliorés, ainsi le passage de l'assolement triennal à la rotation des cultures. Ce qui restait du régime de la **communauté rurale**, et notamment les servitudes ayant trait au rythme des cultures, entravait à vrai dire dans une plus large mesure encore tout progrès dans l'agriculture.

À tout instant, pendant les travaux des champs les plus pressants, le paysan pouvait être rappelé pour une corvée. Si les corvées seigneuriales avaient été pour la plupart transformées en redevances monétaires, les corvées de voirie et la corvée d'attelage étaient devenues une charge d'autant plus pesante.

Quand les récoltes étaient sur pied, il était presque impossible au paysan de les mettre à l'abri du gibier, des lapins et des pigeons des « bons maîtres ». La chasse était l'apanage exclusif de la noblesse. Elle avait aussi le privilège d'élever des lapins et de posséder des colombiers, et elle en usait sans limites : ce n'était pas le noble, mais le paysan qui avait à nourrir ces animaux, certes bien contre son

gré, en les laissant se servir sur ses champs. Parfois, les paysans étaient carrément obligés de ne cultiver que les plantes qui sont du goût du gibier. Les garde-chasses avaient le droit d'abattre le premier qui dégagerait du terrain un lapin ou un lièvre. Taine trouve étrange qu'au moment même où « les mœurs s'adoucissaient » et où « les Lumières progressaient », la barbarie de la chasse s'étendait. Mais pour la noblesse, la chasse était tout autant un moyen d'exploiter les paysans que de s'amuser, et moins son existence répondait à une nécessité, plus augmentait sa soif de plaisirs, et plus elle ressentait le besoin d'exploiter autrui. « L'adoucissement des mœurs » ne concernait que le commerce des seigneurs entre eux et avec les financiers. On laissait se multiplier le gibier, même le plus nuisible : dans le Clermontois, sur les terres du prince de Condé, les **louveteaux** étaient soignés et élevés avec la plus grande attention avant d'être relâchés en hiver et ensuite chassés. Il importait peu à ces nobles seigneurs si habiles dans leurs salons à deviser délicatement des idéaux humanistes, qu'ils dévorent les brebis et même les enfants des paysans.

Le roi était le plus grand propriétaire foncier et aussi le premier chasseur de France¹³, donc l'un des premiers à dévaster les campagnes. Ses réserves de chasse augmentaient notamment dans la région parisienne et rendaient quasiment impossible de cultiver le sol. Dans les onze capitaineries proches de la capitale, le gibier causait autant de ravages que « le logement de onze régiments de cavalerie ennemis »¹⁴. On sait que Louis XVI n'avait, en-dehors de la serrurerie, qu'**une** passion : la chasse. Le 14 juillet, le jour de la prise de la Bastille, il ne marqua la date dans son journal qu'avec le cri de douleur suivant : Pas de chasse !

Un règlement de 1762 interdit, dans le périmètre de chaque réserve royale de chasse, qu'on enclose les terres des paysans pour empêcher le gibier d'accéder aux champs et aux jardins. Il édicta de même que personne, même pas les propriétaires, n'aurait le droit de pénétrer dans les champs entre le 1er mai et 24 juin, ceci afin de ne pas troubler la couvaison des perdrix. Peu importait que les mauvaises herbes se mettent à foisonner pendant ce temps !

Encore en 1789, alors qu'on était déjà en plein dans les révoltes contre le système féodal, on replanta, dans un seul canton de la réserve royale de Fontainebleau, 108 remises pour lièvres et perdrix, sans tenir compte des protestations des paysans concernés.

Et Louis XVI était, à ce qu'on prétend, un souverain plein de bienveillance et de bonté. Que penser alors de la façon dont les choses pouvaient se passer avec des seigneurs ayant une pierre à la place du cœur !

Si, malgré ces obstacles, le paysan réussissait sa moisson, il n'avait pour autant pas le droit de l'engranger chez lui sans autre forme de procès. La récolte fauchée devait rester dans le champ jusqu'à ce que les agents du fisc aient fait le décompte des gerbes pour déterminer ensuite le montant des prestations en nature. Si, dans l'intervalle, le temps se gâtait, la récolte était perdue.

Le produit de la récolte une fois engrangé, le paysan n'était pas libre d'en user à sa guise. Il devait pressurer le raisin dans le pressoir seigneurial, moudre ses grains dans le moulin seigneurial, faire cuire son pain dans le four seigneurial. Il était strictement interdit de contourner ces institutions. Le paysan n'était pas autorisé à posséder un moulin à bras sans en avoir acheté le droit à un tarif élevé. Le pressoir, le moulin et le four du seigneur étaient affermés et se trouvaient, comme on peut l'imaginer,

¹³ Ses domaines comprenaient un million d'arpents de forêts de chasse, sans compter les bois qui servaient à l'exploitation des salines et à d'autres usages industriels.

¹⁴ Taine, *Les origines de la France contemporaine ; l'ancien régime*, p. 74.

dans un état lamentable, ils fonctionnaient lentement et mal. C'est que, « de par la loi », le fermier était assuré de ses clients.

Si, malgré tous ces dispositifs destinés non seulement à l'exploiter, mais aussi à réduire à un minimum le produit de son travail, le paysan réussissait malgré tout à obtenir un surplus qu'il pouvait apporter au marché, il se heurtait, là aussi, à des barrières. Il devait attendre quatre à six semaines après les vendanges avant de pouvoir vendre le produit de ses vignes. Pendant ce délai, le seigneur avait le monopole de l'achat. Les chemins étaient dans un état déplorable, les péages et les redevances sur le marché étaient d'un niveau élevé. Le paysan avait lieu d'être content s'il tirait de son surplus l'équivalent de ses frais de transport.

De toute façon, l'occasion de parler de surplus était rare ! Il n'y avait pas que les maltraitances et les sévices « légaux » dont nous n'avons pu indiquer que quelques-uns et dont la liste complète serait infiniment longue (Wachsmuth, dans son « *Histoire de la France à l'âge de la Révolution* », n'énumère pas moins de 150 appellations de droits féodaux qui furent abrogés sans indemnisation dans la nuit du 4 août 1789), il n'y avait pas seulement cela, le paysan était de plus livré **sans défense** aux représentants de l'État et du seigneur qui ne lui prenaient pas ce que **le droit** les autorisait à prendre, mais ce qu'ils **pouvaient matériellement** lui prendre. Seule une apparence des plus misérables pouvait le sauver d'un pillage radical. Et c'est pourquoi son logement, son bétail, ses outils, ses champs, étaient dans un état pitoyable. S'il arrivait réellement à garder quelque chose pour lui, ce quelque chose prenait la forme d'écus de bon aloi qu'on pouvait facilement mettre à l'abri des regards soupçonneux des « serviteurs de la loi ». On utilisait l'argent tout au plus ici et là pour acquérir un lopin de terre, pas pour améliorer la méthode de travail. Toute augmentation du revenu aurait été immédiatement suivie d'une hausse des redevances.

Mais chez la plupart des paysans, le caractère primitif du travail, accompli avec les outils les plus rudimentaires, était imposé par la nécessité. Un petit nombre seulement arrivait à avoir un petit trésor enfoui quelque part. Le sol, jamais enrichi d'engrais, devenait visiblement de moins en moins fertile. Les mauvaises récoltes se succédaient de manière de plus en plus rapprochée. Il n'y avait bien sûr aucune trace de la moindre réserve : si arrivait une mauvaise récolte, c'était la misère la plus noire qui suivait inmanquablement. Beaucoup de paysans ne pouvaient plus continuer dans ces conditions. Ils quittaient leur pays, les campagnes se désertifiaient à vue d'œil. En 1750 déjà, Quesnay indiquait qu'un quart du sol arable n'était pas cultivé. Immédiatement avant la Révolution, Artur Young déclarait qu'**un tiers** des sols cultivables (plus de neuf millions d'hectares) était à l'état sauvage ! Selon la Société d'Agriculture de Rennes, les **deux tiers** de la Bretagne étaient en friche.

Et tandis que fondait le nombre des paysans, le montant total de leurs redevances grimpait à toute allure, alors qu'elles étaient réparties sur toujours moins de têtes. Rien d'étonnant si finalement, dans plus d'une région agricole, la population tout entière menaçait de s'enfuir. Mais pour aller où ? Émigrer à l'étranger était à l'époque, surtout pour des paysans, pratiquement impossible. Ils se pressaient dans les villes où ils étaient journaliers, mais se heurtaient là aussi de nouveau à des barrières féodales, celles du monopole des corporations, qui devenaient d'autant plus insupportables que la prolétarianisation du peuple des campagnes progressait. Ils surpeuplaient les faubourgs de Paris affranchis du monopole des corporations et contribuèrent pour la plus grosse part au grossissement des foules qui allaient donner le sans-culottisme.

D'autres entraient dans les rangs de l'armée, mais pas par enthousiasme pour la cause des privilégiés qu'on allait leur demander de défendre, la cause de ceux qui les avaient précipités dans la misère et leur barraient toutes les portes de sortie. Il ne fallait qu'une étincelle pour qu'ils se soulèvent contre leurs bourreaux.

La plupart des éléments qui avaient été ainsi « délogés » sombrèrent cependant dans un prolétariat de gueux en croissance rapide, malgré les sanctions brutales appliquées aux mendiants et aux vagabonds. Alors comme aujourd'hui, les couches dirigeantes s'imaginaient qu'on pouvait remédier au dénuement et au chômage en maltraitant ceux qui en étaient victimes. Une ordonnance de 1764 punissait de trois ans de galère la mendicité et même rien que le fait de ne pas avoir d'emploi. En 1777, pourtant, on comptait 1 200 000 mendiants.¹⁵ Nous ne savons pas comment a été calculé ce nombre. Il reposait peut-être sur une simple estimation, mais il montre en tout cas comment un simple coup d'œil prenait la mesure de toute cette misère.¹⁶

Cependant, les poings vigoureux et les caractères hardis méprisaient l'humiliation de la mendicité qui ne rapportait que coups de pied et misère. Ils se constituaient en bandes armées et s'emparaient par la force de ce dont ils avaient besoin. Le brigandage devenait un fléau inextirpable.

On commençait aussi à sentir le souffle de la révolte et du désespoir chez les paysans que leur propriété ou la contrainte féodale ligotaient encore à la terre. Les représentants de l'État et des seigneurs se voyaient à tout moment confrontés à une résistance violente. Isolées, sans cohésion, ces révoltes paysannes étaient généralement réprimées sans mal. Mais il suffit d'un seul événement dans la capitale, un événement qui montrait qu'avait commencé le combat décisif, pour que la colère

¹⁵ Louis Blanc, op.cit., I, p. 149

¹⁶ Cf. ch. VIII p. 38. Sur le prolétariat des gueux en France avant la Révolution, voici ce que nous dit Kareiev dans son ouvrage déjà cité « *Les paysans ...* » p. 211 à 214, et que nous empruntons à la traduction de quelques passages qui nous ont été communiqués, nous l'avons dit, par **F. Engels** : « Il est significatif que les paupérisés aient été les plus nombreux dans les provinces qui passaient pour être les plus fertiles. La raison en est que dans ces régions, il y avait très peu de paysans propriétaires de leurs terres. Laissons les chiffres parler : À Argentré (Bretagne), sur 2300 habitants qui ne vivent ni de l'industrie ni du commerce, plus de la moitié ne subsistent que péniblement, et plus de 500 sont acculés à la mendicité.

À Vainville (Artois), 60 familles sur 130 sont pauvres. Regardons la Normandie : à Saint-Patrice, sur 1500 habitants, 400 vivent d'aumônes, à Saint-Laurent, ce sont les trois quarts des 500 habitants (Taine). Les cahiers du bailliage de Douai nous apprennent que par exemple dans un village de 332 familles, la moitié vit d'aumônes (paroisse de Bouvignies), dans un autre 65 familles sur 143 sont tombées dans la pauvreté (paroisse d'Aix), dans un troisième, environ 100 sur 413 sont totalement réduites à la mendicité (paroisse de Landus), etc.

Dans la sénéchaussée de Puy-en-Velay, selon les termes des cahiers du clergé de l'endroit, sur 120 000 habitants, 58 897 sont hors d'état de payer aucun impôt d'aucune sorte (*Archives Parlementaires de 1787 à 1860, vol. V, p. 467*). Dans les villages du district de Carhaix, la situation est la suivante : Frerogan : 10 familles aisées, 10 pauvres, 10 dans la misère. Montref : 47 familles aisées, 74 moins bien dotées, 64 familles de pauvres et de journaliers. Paule : 200 ménages qu'on pourrait qualifier pour la plupart de refuges de mendiants (*Archives Nationales, vol. IV, p. 17*).

Le cahier de la paroisse de Marboeuf se plaint que sur 500 habitants, il y a environ 100 mendiants (*Boirin Champeaux, Notice historique sur la Révolution dans le Département de l'Eure, 1872, p. 83*). Les paysans du village de Harville disent qu'en raison du manque de travail, un grand tiers d'entre eux est dans une pauvreté noire (*Requête des habitants de la Commune d'Harville, Archives Nationales*). La situation dans les villes n'était pas meilleure. À Lyon, 30 000 ouvriers étaient réduits à la mendicité en 1787. À Paris, sur 680 000 habitants, il y avait 118 784 pauvres (Taine). À Rennes, un tiers de la population vivait d'aumônes, et un autre tiers risquait en permanence d'être réduit à la mendicité (Du Chatelier, *L'agriculture en Bretagne, Paris 1863, p. 178*).

La petite ville jurassienne de Lons-le-Saunier [NdT : erreur de transcription ? Kautsky écrit : *Lourletaunier* !] était dans un tel état de pauvreté que lorsque la Constituante introduisit le cens électoral, sur 6518 habitants, seuls 728 purent être inscrits comme citoyens actifs (Sommier, *Histoire de la révolution dans le Jura, Paris 1846, p. 33*). Il est facile de comprendre qu'à l'époque de la Révolution, les personnes vivant d'aumônes se comptaient par millions. Une brochure cléricale de 1791 (*Avis aux pauvres sur la révolution présente et sur les biens du clergé, p. 15*) écrit ainsi qu'il y aurait six millions d'indigents, ce qui paraît un peu exagéré. Mais le chiffre de 1 200 000 mendiants donné pour l'année 1777 n'est peut-être pas inférieur à la réalité (Duval, *Cahiers de la Marche, Paris 1873, p. 116*).

longtemps retenue éclate partout simultanément et irrésistiblement, et la guerre civile latente bascula dans la guerre ouverte. Cet événement, ce fut la prise de la Bastille, alors que des mauvaises récoltes, un hiver terriblement rigoureux et enfin les élections aux États Généraux avaient déjà vivement échauffé les esprits.¹⁷ D'un seul coup, sous l'assaut des paysans, c'est l'édifice féodal tout entier qui s'écroula. Les châteaux de la noblesse furent réduits en cendres, et l'exploitation féodale avec eux. Lorsque, lors de la fameuse nuit d'août, à l'Assemblée Nationale, les privilégiés sacrifièrent leurs privilèges dans l'enthousiasme général, ils ne firent que renoncer à ce qu'ils avaient déjà perdu, pour sauver ce qui pouvait encore être sauvé.

Il y eut néanmoins des exceptions à cette explosion paysanne.

En faisant le tableau de la noblesse, nous avons déjà noté qu'il existait encore dans la France prérévolutionnaire des districts reculés où le régime féodal et les moules mentaux du catholicisme qui y correspondent, avaient encore leurs racines dans le mode de production, des contrées où ce qui, ailleurs, était devenu un boulet insupportable, avait encore la figure d'un parapet protecteur. Dans ces contrées, chaque communauté vivait et produisait encore pour elle-même à l'ancienne mode. La patrie du paysan n'allait pas plus loin que l'horizon qu'il pouvait distinguer depuis le clocher de son village : ce qui se situait au-delà, était terre étrangère, il n'en attendait rien, il ne voulait pas avoir affaire à elle, elle ne se manifestait que pour le perturber dans son travail et pour le piller. La tâche dévolue à son curé, à son seigneur, était de s'occuper des relations avec cet étranger, et de le protéger contre lui. Et voilà que ces étrangers incarnant l'ennemi et conduits par ce Paris si détesté, prétendaient lui donner des lois, et les faire appliquer avec bien plus d'énergie que n'y avait jamais mis la vieille monarchie dans ces coins perdus. Des lois qui allaient encore bien plus violemment à l'encontre de ses coutumes, de son mode de production, que les lois et les ordonnances de l'ancienne monarchie, qui bannissaient tout ce qu'il respectait et appréciait, qui ne voulaient rien savoir du régime communautaire de la propriété et de son fonctionnement dans la famille et la commune, qui était au fondement de son mode production. Et pire, ce monde extérieur avait la prétention inouïe d'arracher les garçons à leur famille et de les enrôler pour la guerre.¹⁸

Les aristocrates et le clergé, qui tenaient sous leur coupe les relations des paysans avec « l'étranger », n'eurent pas à faire beaucoup d'efforts pour finalement les pousser à se soulever ouvertement contre la Convention parisienne, notamment en Vendée et dans le Calvados.

La masse des paysans, cependant, n'approuvait nullement ces insurrections. Ils étaient solidement liés à la Révolution. La restauration de l'ancienne monarchie signifiait pour eux la restauration du poids de l'ancienne féodalité, de l'ancienne misère féodale. Elle les menaçait même partiellement de la perte de leurs biens. L'Assemblée Nationale avait déclaré biens nationaux les biens de l'Église, et confisqué les biens des émigrés. Les uns comme les autres avaient été mis en vente. Et bien que cette mesure ait pour une bonne part servi à enrichir les spéculateurs, elle offrait aux paysans la possibilité d'adjointre de nouveaux terrains à leurs étroites parcelles, et on essaya de leur faciliter la démarche dans la mesure du possible. On divisa en lots une partie des biens d'Église, plus tard également les biens des émigrés, les parcelles furent vendues contre des acomptes d'un montant insignifiant et pour le reste, étaient accordées des échéances étalées sur une longue durée. Jusqu'à la Révolution, beaucoup de paysans avaient été propriétaires de leur terre, la plupart du temps c'était dans les faits une propriété

¹⁷ La grêle et la sécheresse avait endommagé la production agricole de 1788. Fin décembre 1788, le thermomètre marqua à Paris – 18,75 degrés Réaumur ! Dans le seul faubourg de Saint-Antoine, on comptait à ce moment-là 30 000 nécessiteux relevant de l'assistance.

¹⁸ En février 1793, la Convention adopta une loi qui imposait l'obligation militaire à tous les Français célibataires âgés de 18 à 40 ans, mais laissait la possibilité du remplacement.

héréditaire, mais elle était soumise à paiement de redevances. Maintenant, les redevances avaient disparu, et ils cherchèrent, souvent avec succès, à se muer en propriétaires de plein droit.

Les petits messieurs de la noblesse de cour, pour prouver leur bravoure chevaleresque et leur fidélité au roi, avaient déguerpi et laissé leur roi en plan, quand la situation avait commencé à sentir le roussi pour eux. Un certain nombre dès le lendemain de la prise de la Bastille, le frère du roi le premier, le comte d'Artois. Telles des « taupes apatrides »¹⁹, ils intriguaient pour revenir en France sous la protection des armées autrichiennes et prussiennes, avec l'intention de reconquérir le pays à leur profit. Leur victoire aurait signifié la restauration de l'exploitation féodale, la récupération des biens de l'Église et des émigrés. Quand on sait le fardeau sous lequel le paysan gémissait avant la Révolution, et avec quel fanatisme il est attaché à sa terre, on comprend sans peine que dans ces circonstances, à côté des éléments révolutionnaires des villes, les paysans eux aussi se soient soulevés massivement et soient accourus en nombre étoffer les rangs des armées françaises aux frontières pour repousser les envahisseurs.

Mais ils ne se soulevèrent pas par enthousiasme pour la Législative, la Convention et les Jacobins parisiens qui dirigeaient la France dans les premières années de guerre à compter de 1792. Le paysan n'a jamais été un adorateur du système représentatif, qui ne lui accorde que peu d'influence, étant donné son isolement et le sous-développement de ses capacités intellectuelles. Encore moins dans la France de la Révolution qui était tout juste en train de s'éveiller à la vie politique et dont la population était dénuée de toute espèce de formation politique. Les paysans ne pouvaient pas envoyer des gens comme eux dans les assemblées, ils envoyèrent des avocats, des médecins, des magistrats, bref, essentiellement des représentants issus des villes, et ceux-ci siégeaient à Paris sous l'influence de la « masse révolutionnaire » de cette ville. Dès que les intérêts de ces gens-là entraient en conflit avec ceux des paysans, ces derniers avaient bien sûr le dessous dans la législation et l'administration. Et des conflits, il y en eut. Pour apaiser les masses de petits-bourgeois et de prolétaires parisiens souffrant des privations, les différentes assemblées législatives ne pouvaient demander de sacrifices qu'à la bourgeoisie ou aux paysans. Bien entendu, ils choisirent ces derniers chaque fois que c'était possible. Mais un certain nombre de conflits opposaient directement la petite-bourgeoisie et la paysannerie : la première voulait le pain à bon marché, la seconde voulait tirer le plus possible de la vente de ses produits. Le pic de la crise se produisit sans doute quand les Jacobins, après la chute de la Gironde, furent seuls à gouverner et décrétèrent, pour mettre un terme à une misère épouvantable, un maximum pour les prix des denrées et complétèrent son application par des réquisitions de vivres, non seulement pour l'armée, mais aussi pour Paris. Des mesures qui étaient dirigées au premier chef contre les **commerçants** et les **spéculateurs**, mais touchaient aussi les paysans.²⁰

L'institution révolutionnaire qui suscita le plus d'enthousiasme chez les paysans fut la nouvelle armée, qui était affranchie de toutes les barrières liées aux différents ordres et dans laquelle tout soldat avait dans sa giberne un bâton de maréchal. Cette armée, composée dans sa majorité de fils de paysans,

¹⁹ (NdT) *Reprise ironique des anathèmes lancés par les milieux conservateurs et nationalistes allemands contre les social-démocrates à l'époque de la première publication de cette brochure (1889) : les lois anti-socialistes restèrent en vigueur jusqu'en 1890.*

²⁰ Les origines de la crise se situaient pour l'essentiel dans la guerre extérieure, qui non seulement absorbait une grande quantité de denrées pour l'entretien de l'armée, mais entravait aussi les importations. Les guerres civiles qui faisaient rage en même temps à l'intérieur du pays entraînaient des conséquences peut-être encore plus funestes. Et même les paysans révolutionnaires, qui n'étaient plus contraints par des fermiers et des agents cupides de brader à tout prix une partie importante de leur récolte, étaient enclins à garder par devers eux leurs réserves de grains : les petits paysans parce qu'ils produisaient à peine de quoi pourvoir à leurs propres besoins, les gros paysans et les gros métayers, pour faire grimper les prix, que l'ensemble de ces facteurs faisait monter rapidement.

leur ouvrait la plus brillante carrière. Et même pour celui qui restait simple soldat, elle n'était pas seulement – ce qui à vrai dire était l'essentiel – l'arme la plus efficace pour défendre le terrain tout juste conquis sur le féodalisme qui menaçait de revenir avec l'aide de l'Europe, elle était aussi pour lui un moyen de **s'enrichir** par le **butin** prélevé.

C'est un facteur qu'il ne faut pas sous-estimer. Les guerres de la Révolution ont été de la plus grande importance pour le développement économique notamment de l'Angleterre et de la France. Elles ont permis à l'Angleterre de mettre la main, en partie temporairement, en partie définitivement, sur les colonies, non seulement françaises, mais aussi hollandaises, la Hollande ayant été prise par les Français en 1795, et aussi sur les colonies espagnoles, l'Espagne s'étant vue contrainte en 1796 de conclure une alliance avec les Français. Cela permit en outre à l'Angleterre de piller sans discontinuer les flottes et les côtes de ces pays.

La France se dédommagea aux dépens de la Belgique, de la Hollande, de l'Italie, de l'Égypte, de la Suisse, de l'Allemagne, etc. Ce ne sont pas seulement les soldats qui pillèrent à qui mieux mieux dans ces pays ; ce qu'ils emportèrent n'était qu'une bagatelle en comparaison des sommes énormes que les généraux et les commissaires extorquèrent, en partie pour leur propre compte, en partie pour celui des finances publiques, qui de leur côté étaient pillées par des fournisseurs et des « hommes d'État » cupides. Pour la France, la guerre devint, après la chute des Jacobins, une « bonne affaire », la meilleure qui fût pour l'époque. C'était un moyen tout-puissant de faire affluer vers la France les richesses accumulées par le féodalisme dans les pays cités et qui stagnaient inertes dans les églises, les monastères, les trésors princiers, tout comme celles des vieilles républiques marchandes, la Hollande, Venise, Gênes, et de les y mettre au service du mode de production capitaliste. L'État français, qui, la veille encore, était au bord de la banqueroute, devint riche, et riches devinrent ceux à qui leur position permettait de le piller. Les grandes fortunes poussaient comme des champignons, elles cherchaient à s'investir avec profit. En même temps, les victoires agrandissaient le marché de l'industrie française, et les nouvelles méthodes de l'art militaire ne lui étaient pas moins bénéfiques. Aux armées mercenaires relativement réduites des vieilles monarchies, la France révolutionnaire opposait la levée en masse et donnait de ce fait à l'industrie la tâche d'habiller et d'armer rapidement des multitudes. Ce fut un levier fort efficace pour transformer l'industrie capitaliste, qui avait jusque-là surtout été une industrie de luxe, en une industrie moderne produisant en masse.

Le facteur qui mit tout cela en branle, qui éteignit le déficit du budget et protégea la terre des paysans, qui enrichit leurs fils et leur donna une carrière, qui procura aux financiers, aux marchands et aux entreprises industrielles d'abondants profits, qui vint à bout du chômage, ce fut l'armée. Il faut avoir en tête l'importance qu'elle eut pour le développement économique de la France, si on veut comprendre le rôle politique auquel elle accéda. L'hypothèse selon laquelle la gloire militaire serait montée de but en blanc à la tête des Français, qui voudrait que le petit mot de « gloire » les ait tous rendus fous, et que leur politique de conquêtes et leur culte napoléonien viennent de là, a quand même quelque chose de trop « idéaliste ».

Étant donné le rôle important que jouait donc l'armée, tout chef de guerre victorieux était destiné à devenir un facteur politique de premier plan. Et le pouvoir qu'il aurait entre les mains ne pouvait qu'être immense dès lors qu'il réussissait à s'emparer des leviers de commande de l'État.

Et cela ne fut pas trop difficile.

Une grande partie de la bourgeoisie s'était lassée des luttes parlementaires au cours de la Révolution, et aspirait au calme, à la tranquillité du prédateur qui veut consommer sa proie en toute quiétude. Dans plus d'une sphère de la bourgeoisie, on s'était montré méfiant et réservé, parfois même hostile à la Révolution. La Terreur avait encore davantage douché l'enthousiasme pour la liberté. Bien des

idéologues avaient perdu leurs illusions, étaient devenus « raisonnables » et s'étaient rendu compte que la Révolution ne signifiait pas la rédemption de l'humanité, mais celle du capital, et ils se résignaient à voir le régime parlementaire, la liberté pour laquelle ils s'étaient battus, escamotés par un sabreur qui, en contrepartie, ouvrait la perspective d'une Europe entièrement confisquée et payant tribut pour le plus grand bénéfice des capitalistes français.

Par ailleurs, il n'y avait plus, quand la France ouvrit le cycle de ses triomphes militaires dans l'Europe entière, aucune classe sur laquelle la bourgeoisie aurait pu s'appuyer. Or jamais, même dans les périodes du plus grand élan révolutionnaire, elle n'avait pu dominer sans avoir un allié.

En France, le régime parlementaire lui était tombé entre les mains parce que les privilégiés s'étaient révoltés contre la monarchie. Elle n'aurait pas été capable de le défendre contre la cour et ses alliés en France et hors de France sans l'intervention énergique des paysans, des petits-bourgeois et des prolétaires. Or, les paysans, nous l'avons vu, se battaient seulement contre l'absolutisme **féodal**, pas pour le système représentatif. La nouvelle armée, affranchie des distinctions liées aux états, composée pour la majeure partie de paysans, était l'institution qui suscitait leur enthousiasme, et si un général victorieux d'humble extraction arrivait à la tête de ses troupes, jetait aux orties la suprématie parlementaire, et assurait son propre pouvoir absolu, au lieu de se soulever, ils l'acclamaient, lui, l'empereur-paysan qui prenait la place du gouvernement des avocats. Quant à ceux qui avaient fondé la République et l'avaient défendue victorieusement contre l'assaut des puissances féodales, les sans-culottes, ils étaient à terre, complètement impuissants. Les triomphes militaires avaient épuisé leur énergie, et la bourgeoisie les avait écrasés, avait été **obligée**, pour ses intérêts de classe, de les écraser. Mais elle avait ainsi détruit elle-même les seules armes qui auraient pu être opposées au règne des baïonnettes.

L'ancienne monarchie, elle, avait vécu, sans retour possible. L'Empire ne signifia pas la renaissance de l'exploitation féodale, ce fut bien plutôt, comme la Terreur jacobine, un outil de la Révolution. Les Jacobins sauvèrent la Révolution en France, Napoléon révolutionna l'Europe.

10. À l'étranger

Avant de clore notre exposé, nous allons encore jeter un coup d'œil sur le comportement des éléments féodaux, de la noblesse et des cours hors de France, qui n'a pas été sans influencer significativement le développement de la Révolution.

Le divorce entre la royauté et la noblesse en France, à la veille de la Révolution, était déjà un phénomène incroyable. Mais il l'est encore plus que ce clivage ait pu encore se manifester dans une monarchie européenne après son déclenchement, et que des intérêts éphémères des plus mesquins aient mis aux prises des éléments dont les intérêts permanents et généraux auraient exigé de façon pressante qu'ils se coalisent. Signalons quelques-unes de ces luttes parmi les plus importantes.

Le Habsbourg Joseph II avait mis beaucoup de brutale énergie à introduire dans ses États toute une série de réformes radicales dans l'esprit du « despotisme éclairé ». Il s'était débarrassé des assemblées corporatives et avait soumis les privilégiés à sa bureaucratie au même titre que le commun des mortels, ce qu'à l'époque on appelait « l'égalité devant la loi », la loi n'étant en fait que la volonté de l'autocrate. La noblesse avait été assujettie à l'impôt, on lui avait ôté le droit illimité de disposer des paysans, le clergé avait perdu beaucoup de ses monastères, la noblesse de robe, celle qui reposait sur l'achat des charges et qui était très forte notamment en Belgique (alors possession des Habsbourg), avait été privée de ses sportules. D'où une immense indignation parmi les privilégiés, une grogne et une résistance qui, en s'exaspérant, prirent en Hongrie et en Belgique pendant l'année 1789 la tournure d'un soulèvement armé que le gouvernement prussien, pour affaiblir l'Autriche, faisait tout pour attiser. « Jacobi, l'envoyé prussien à Vienne, entretenait d'étroites relations avec les chefs de l'opposition et les encourageait à chaque fois qu'une initiative avait quelque chance de déboucher sur un soulèvement ouvert contre l'empereur. » C'est ce qu'écrit Monsieur Von Sybel, qui n'est certainement pas suspect de malveillance (*Histoire de l'époque révolutionnaire, I, 103*).

L'indocilité de la noblesse hongroise est facile à expliquer. Elle avait encore suffisamment de forces pour défendre elle-même ses intérêts et n'avait nul besoin de la monarchie pour cela. C'était elle, et pas le gouvernement, qui avait écrasé la révolte des paysans en 1784 et 1785. Les choses étaient différentes en Belgique. La noblesse féodale y était aussi inconsistante, sa position aussi ébranlée dans ses fondements que dans la France voisine, et pourtant, son exemple ne lui servit pas d'avertissement. Sans réfléchir plus avant, immédiatement après la prise de la Bastille et la nuit du 4 août, elle accepta que les démocrates collaborent au soulèvement, et elle déclara la Belgique république indépendante. Le 7 janvier 1790, les états des différentes provinces belges se constituèrent en « États-Unis de Belgique », certes pas en suivant le modèle américain, mais selon le schéma de l'ancienne féodalité.

Mais cette « liberté » à peine conquise, ce fut la discorde entre les privilégiés et les avocats des droits du peuple, qui voulaient imiter l'exemple français. En outre, la Prusse abandonna ses alliés. Au lieu de déclarer la guerre à l'Autriche, comme elle avait semblé un instant sur le point de le faire, elle se ligua avec la monarchie des Habsbourg et prépara une alliance avec elle par le traité de Reichenbach (27 juin 1790).

Joseph II étant mort sur ces entrefaites, et son successeur Léopold II se montrant disposé à des concessions alors que Joseph II avait déjà reculé sur plus d'un point, la Hongrie fut vite calmée, et l'insurrection belge, inconsistante et isolée, fut facilement dispersée (1791/92).

Cependant, l'épisode révolutionnaire avait secoué le peuple belge. Il était impossible de ramener le calme, un nouveau mouvement vraiment révolutionnaire se préparait, et quand les Français entrèrent dans le pays (1792), celui-ci passa sans difficulté de leur côté. Une Belgique tranquille aurait été un solide point d'appui pour les opérations de la contre-révolution contre la France et aurait constitué

une menace très sérieuse pour la Révolution. La myopie et la cupidité de l'aristocratie, du clergé et de la noblesse de robe en firent au contraire un bastion avancé de la France.

En Suède, les nobles étaient également indociles, presque encore plus qu'en Hongrie et en Belgique. Par une série de coups d'État, Gustave III les avait dépouillés d'un certain nombre de leurs privilèges avant de parvenir de fait en 1789 à s'attribuer le pouvoir absolu. Mais il utilisa le pouvoir et les ressources que lui procurait sa victoire sur la noblesse, non pas pour relever le pays, mais pour se lancer dans des aventures puérides, mais coûteuses. Héros théâtral, soucieux d'effets dramatiques, et en même temps mégalomane ridicule, il voulait s'attribuer le rôle de champion des intérêts monarchiques en Europe, jouer Hercule étranglant l'hydre de la Révolution. Il prêchait la croisade contre la France, voulait prendre la tête d'une flotte qui remonterait la Seine jusqu'à Paris et anéantirait ce foyer de la Révolution. En 1791, il fit le voyage d'Aix-la-Chapelle pour conspirer avec les nobles français émigrés dans le but de restaurer la monarchie. Mais pendant ce temps, mûrissait contre lui un complot de la noblesse suédoise qui s'était convaincue qu'ils pourraient récupérer leurs privilèges s'ils écartaient le roi. Le 17 mars 1792, une balle du conjuré Ankarström abattit la tête brûlée de la contre-révolution, presque un an avant que les républicains français appliquent la loi martiale contre Louis XVI (21 janvier 1793) au motif qu'il avait comploté pendant la guerre avec l'ennemi. En matière de régicide, c'est donc la noblesse qui a donné pendant la Révolution l'exemple aux sans-culottes.

Les gouvernants de l'époque se révélèrent encore plus myopes que la noblesse, encore plus aveuglés par une cupidité des plus bornées. Leur coalition générale contre la Révolution passe généralement pour une illustration éloquente de ce que veut dire « masse réactionnaire ». Mais un examen plus attentif révèle que cette « masse » est elle aussi traversée des plus profondes fissures, des plus violents antagonismes.

La Révolution française trouva à ses débuts l'Europe au bord d'une guerre généralisée. Catherine II de Russie avait su persuader l'empereur Joseph II de partir avec elle en guerre contre la Turquie pour se partager cet empire. La guerre commença en 1787 du côté russe, en 1788 du côté autrichien. La Prusse ne pouvait rester spectatrice. Depuis Frédéric II, toute sa politique visait à ne tolérer aucune extension unilatérale de l'Autriche. Si celle-ci s'emparait de provinces turques, il fallait qu'en compensation, elle contribue à l'extension de la Prusse en rendant la Galicie à la Pologne, cette dernière cédant à la Prusse quelques territoires comprenant les villes de Thorn et de Dantzig. Il était à prévoir que l'Autriche ne consentirait pas de son plein gré à céder la Galicie, et la Prusse se prépara à la guerre et se mit en quête d'alliés. Les premiers à qui ils pensèrent furent ceux à qui il était question de reprendre ensuite une portion de territoire, c'est-à-dire les **Polonais**.

Monsieur Von Sybel, dont l'ouvrage sur l'époque révolutionnaire²¹ étudie, à notre connaissance, et même si c'est de façon très tendancieuse, de la manière la plus approfondie et en s'appuyant en partie sur des documents d'archives difficilement accessibles, l'influence du deuxième et du troisième partage de la Pologne sur la Révolution française, voit dans la catastrophe qui se préparait pour la Pologne, le fruit d'une « immense et profonde faute morale » (Vol. II, p. 167). Il brosse un tableau féroce de la dégénérescence de la noblesse polonaise, de la façon dont elle opprimait et exploitait le peuple polonais. Monsieur Von Sybel s'érige en juge de ce bas-monde et se croit appelé à prononcer sur la culpabilité et l'innocence des facteurs historiques du point de vue de la morale « éternelle », valable en tous temps et pour tous les peuples, qui est celle d'un universitaires prussien, mais nous ne voulons pas lui en tenir trop rigueur. C'est de fait l'usage chez les historiens. Il y a seulement qu'à notre avis, la « justice éternelle » du « juge de l'univers » fait bien mauvaise figure d'avoir châtié la seule

²¹ « Histoire de l'époque de la Révolution » Düsseldorf 1877

Pologne pour « l'immense et profonde faute morale » de sa noblesse, et d'avoir omis de décréter également le partage de la Prusse, de la Russie, de l'Autriche, de tous les États du continent, dont les noblesses respectives faisaient pour l'essentiel preuve du même niveau de moralité, hormis le non-usage du mouchoir peut-être, que Monsieur Von Sybel range aussi au nombre des éléments constitutifs de la « faute morale » (Vol. II, p. 173). La différence entre la Pologne et ses voisins, c'est qu'elle ne parvint pas à développer les facteurs qui firent ailleurs contrepoids à la noblesse, notamment un gouvernement solide et centralisé et une bourgeoisie vigoureuse, et que donc l'évolution économique et politique qui ne fut pas sans toucher la Pologne, s'y manifesta seulement par le délitement, la dégénérescence du féodalisme, pas par l'émergence des organes d'un nouveau mode de production et la formation d'un État adapté à celui-ci. Mais cet état de choses, la Pologne le devait à la position hégémonique de ses voisins, en premier lieu la Russie, lesquels soutenaient systématiquement de leurs conseils et de leurs actes les « éléments de désordre » en Pologne et étouffaient dans l'œuf, si nécessaire par la force des armes, toute tentative de dynamisation économique ou politique. La Pologne avait cessé d'être un royaume indépendant bien avant d'être rayée de la carte. Seule, les rivalités des grandes puissances européennes avaient retardé sa chute.

Dès 1772, la Prusse, la Russie et l'Autriche s'étaient entendues pour se partager de vastes territoires polonais. En 1775, les puissances qui devaient ultérieurement former la Sainte Alliance, octroyaient à ce qui restait de la Pologne une constitution « républicaine » qui rendait impossible tout gouvernement cohérent et élevait l'anarchie au rang de principe. Depuis lors, la Russie y régnait en maître presque absolu, soit en achetant les chefs de la noblesse que cette constitution avait rendus tout-puissants, soit par la terreur. Mais alors que les troupes de Catherine II étaient occupées en Turquie, les patriotes polonais crurent le moment venu de secouer le joug de la Russie et ils commencèrent à se donner une nouvelle constitution qui devait au moins en partie éliminer l'anarchie féodale. La Prusse, soucieuse de nuire à sa rivale autrichienne, les encouragea à procéder énergiquement, leur ouvrit des perspectives sur la Galicie, sans bien entendu évoquer ses propres vues sur Thorn et Dantzig, et conclut enfin le 29 mars 1790 avec la Pologne une alliance formelle par laquelle les deux parties s'engageaient à se prêter mutuellement assistance en cas d'attaque venue de l'extérieur.

Au même moment, nous l'avons vu, la Prusse s'alliait avec les rebelles hongrois et belges.

L'Angleterre avait partie liée avec la Prusse, car elle voyait déjà alors dans la Russie une puissance dont l'extension ne pouvait manquer de porter tort à son commerce, dans la Mer Baltique comme en Orient. La seule puissance qui aurait pu encore se dresser contre la Prusse était la monarchie française qui avait une alliance politique et des liens matrimoniaux avec l'Autriche. Quelle jubilation alors à la cour prussienne, quand la Révolution la mit pour un temps hors d'état de combattre. Elle faisait un tel contre-sens sur sa signification, la soif de territoires à conquérir l'aveuglait à un point tel qu'elle salua l'affaiblissement de la royauté française comme un heureux événement qui faisait disparaître le dernier obstacle à ses projets polonais.²² Le gouvernement prussien ne se contenta pas de se réjouir de la Révolution, il entra en contact avec elle. L'envoyé prussien à Paris, le comte Goltz, noua des relations hautement confidentielles avec le parti démocratique de l'Assemblée Nationale. Pétion, député de l'extrême-gauche, reçut un jour les félicitations du roi de Prusse pour un discours démocratique. Celui-ci prenait le plus vif intérêt à ce que le pouvoir de décision sur la guerre et la paix

²² « On comprend quelle joie s'empara de lui (Hertzberg, le ministre prussien) quand lui parvint la nouvelle des premiers remous de l'anarchie révolutionnaire en France. Plein d'allégresse, il rapporta au roi le 5 juillet : En France, l'autorité royale est morte, les troupes ont refusé d'intervenir, Louis a déclaré au peuple qu'il considérait la séance royale comme non avenue. Cela annonce presque une scène à la Charles 1^{er}, **c'est une occasion dont les bons gouvernements doivent absolument tirer parti** » (Sybel, Vol. I, p. 161)

– en France, bien sûr ! - soit retiré au roi, car cela mettrait pour un temps la Prusse à l'abri de toute attaque française. Pour éviter de par trop compromettre Goltz, on lui adjoignit, pour les missions délicates, le Juif Ephraïm (septembre 1790), sans doute le même personnage qui avait déployé auprès des insurgés belges son activité dans l'intérêt de la Prusse.

En 1790, la situation était extrêmement favorable pour la Prusse : la royauté française incapable de mener une guerre aux motifs diplomatiques, l'insurrection belge victorieuse, les Hongrois difficiles à tenir, les arrières protégés contre la Russie par les Polonais (et les Suédois), la Russie et l'Autriche pleinement occupés avec les Turcs qui opposaient une résistance inattendue. Dans cette situation, l'Autriche paraissait livrée sans défense à la Prusse, qui était alliée à la riche Angleterre, et Frédéric Guillaume II poussait logiquement à la guerre.

Mais entre-temps, en Autriche, Joseph II, souverain impétueux et violent, était mort, et son successeur Léopold (20 février 1790) était un homme circonspect peu enclin aux paris risqués. Faisant preuve de souplesse, il réussit à désarmer ses ennemis, à calmer les Hongrois, à semer la discorde entre les insurgés de Belgique, à mettre fin à la guerre contre les Turcs, et conclut (le 27 juillet 1790) l'accord de Reichenbach avec la Prusse qui se voyait, du fait qu'elle donnait son accord à ses propositions, privée de tout prétexte pour déclencher une guerre.

Mais en même temps, la Révolution française avait pris une telle tournure, avait montré si clairement ses tendances hostiles à la monarchie absolue qu'elle ne pouvait manquer d'inspirer des inquiétudes même au plus borné des monarques. Le risque était grand que les tendances révolutionnaires, si elles étaient victorieuses en France, ne contaminent les pays voisins, l'Allemagne, la Belgique, le Piémont. Les écraser ou au moins les endiguer apparaissait de plus en plus clairement comme la tâche de tous les monarques européens. Et ceux-ci exprimèrent ce souci très ouvertement: dans la déclaration de Léopold à Mantoue, dans sa circulaire de Padoue, enfin dans le manifeste conjoint de la Prusse et de l'Autriche que ces puissances adressèrent sur un ton comminatoire à la France après avoir conclu un traité en bonne et due forme à Pillnitz (27 août 1791). L'empereur, d'autre part, tolérait les préparatifs des émigrés, qui rassemblaient une armée tout près de la frontière pour envahir la France. En France, personne n'avait le moindre doute : la Prusse et l'Autriche projetaient une guerre contre la Révolution. Et pourtant, en réalité, du côté des alliés, rien n'était entrepris pour donner consistance à ce projet. Monsieur Von Sybel a étudié dans le moindre détail les négociations de cette période entre les puissances et croit pouvoir en conclure que chez les monarques, c'était l'amour de la paix qui l'emportait partout et que la guerre fut provoquée par la France. Nous avons, nous, une autre impression. Il est exact qu'en France, tant les Girondins que la cour et ses partisans poussaient à la guerre. Ces derniers parce qu'ils espéraient qu'elle amènerait les Autrichiens et les Prussiens en France et que l'ancienne monarchie serait restaurée. Les Girondins, parce qu'ils tenaient la guerre pour inévitable et insistaient pour frapper avant que l'adversaire ait fini ses préparatifs. En face, en revanche, la guerre était sans cesse repoussée, non pas par amour de la paix, mais parce qu'aucune des puissances participantes ne faisait confiance à l'autre. La Russie aspirait à terminer la guerre contre les Turcs qu'elle était seule à mener depuis le retrait de l'Autriche, et à libérer son armée pour la tourner contre la Pologne qui avait osé se rendre indépendante. La Prusse savait qu'on était à la veille d'une échéance décisive en Pologne. Elle n'avait pas abandonné ses prétentions sur les territoires polonais, et espérait maintenant obtenir avec l'alliance russe contre la Pologne ce qu'elle avait tenté d'obtenir avec l'alliance polonaise contre la Russie. L'Autriche était pour l'une comme pour l'autre un voisin gênant dans cette affaire, aussi cherchaient-elles toutes deux à impliquer Léopold dans un conflit avec la France pour avoir les mains libres en Pologne. Mais pour Léopold, il y avait anguille sous roche, et il refusait d'avancer avant que la question polonaise ne soit réglée.

L'empereur François II, qui succéda à Léopold le 1^{er} mars 1792, s'avéra plus docile que lui. C'était un homme jeune et insignifiant, dont le gouvernement provoqua la déclaration de guerre de la France par ses exigences ridicules d'une restauration de l'ordre ancien et ses menaces brutales (20 avril 1792). Il fallait maintenant engager le combat alors que rien n'était encore conclu concernant le partage du butin polonais. La Prusse elle non plus ne pouvait guère se dérober, la guerre concernant l'empire allemand et l'allié de Pillnitz. Mais on procéda de manière irrésolue. On sous-estimait l'ennemi et pensait, au vu des rapports des émigrés et des espions de la police, que toute la France était fidèle au roi et n'attendait rien plus impatiemment que d'être délivrée du « joug » d'une minorité terroriste, une façon de voir dont l'armée prussienne allait bientôt éprouver l'inanité, mais qui se perpétue encore aujourd'hui dans les têtes et les œuvres d'historiens « bien-pensants ». On comptait sur la coopération clandestine de Louis XVI, qui paralyserait les opérations militaires du côté français, un calcul qui fut déjoué par la prise des Tuileries le 10 août. L'une des raisons les plus importantes qui rendaient les préparatifs de l'Autriche et de la Prusse si lents et si insuffisants, était que les « alliés » n'arrivaient pas tomber d'accord sur le partage de la Pologne, alors que les troupes de Catherine II étaient en train d'y entrer, et que la Prusse qui, jusqu'en mai 1792 avait joué le rôle d'allié des Polonais, jetait maintenant le masque et demandait un nouveau partage « pour rétablir le calme et l'ordre ». Tandis que les troupes russes écrasaient les Polonais abandonnés par leur allié, la guerre de la Prusse et de l'Autriche contre la France était conduite sans cœur à l'ouvrage, chacune des deux parties lorgnant simultanément sur le butin polonais. Rien d'étonnant donc que la campagne se soit terminée aussi lamentablement pour les monarches alliés.

La situation devint plus dangereuse pour la France l'année suivante. L'Autriche se prépara énergiquement pour prendre sa revanche. Toute une série de pays adhéra à la coalition contre la Révolution : l'Angleterre et la Hollande, alarmées par l'occupation française de la Belgique, ainsi que, à l'instigation de l'Angleterre, la Sardaigne, le Portugal, l'Espagne et Naples. En France même, plusieurs provinces, une série de villes importantes se rebellaient. L'ancienne armée était disloquée, une nouvelle armée révolutionnaire seulement en train de se constituer. Les anciens officiers aristocrates étaient éliminés ou en fuite, et les nouveaux en nombre insuffisant. La campagne de l'année précédente avait fauché en partie les anciennes troupes de ligne, l'armée dans sa majorité était composée de recrues. Et de plus, à multiples reprises, les généraux avaient trahi ou étaient peu sûrs. Si la Terreur n'avait mis, d'une poigne de fer, toute l'énergie de la France au service de la guerre et opposé partout à l'ennemi des troupes supérieures en nombre et composées de soldats compensant par l'enthousiasme le manque d'entraînement et de discipline, la jeune république aurait peut-être succombé à l'assaut lancé par l'Europe entière. Tous les efforts n'empêchaient pas que la situation fût désespérée.

Par chance pour elle, la rapacité de ses adversaires pesait autant que leur haine de la Révolution. Chacun des alliés voulait faire du combat contre la Révolution une affaire profitable. Aucun ne se fiait à l'autre, chacun agissait de sa propre initiative, et au lieu de porter des coups décisifs, chacun se dépêchait de prendre possession de la part de butin qu'il estimait devoir lui revenir.

La Sardaigne demandait des renforts à l'Autriche. Celle-ci les lui refusait si la Sardaigne, en s'agrandissant aux dépens de la France, ne voulait pas céder à l'Autriche la province de Novare. Là-dessus, tempête d'indignation en Sardaigne, beaucoup de temps précieux fut perdu, Lyon insurgé ne put être libéré de ses assiégeants, et l'attaque italienne contre la France piétina.

Les troupes anglaises en Belgique n'eurent, pour elles, rien de plus urgent à faire que de s'obstiner à assiéger Dunkerque, port important que les Anglais convoitaient. Les Hollandais eurent tôt fait de se lasser d'une guerre pour laquelle on ne trouvait pour eux aucun dédommagement. Mais ce qui fut le plus dommageable, ce fut l'hostilité croissante entre l'Autriche et la Prusse.

La Russie et la Prusse s'étaient en effet entendues au cours de l'hiver 1792/93 et avaient mis en œuvre le deuxième partage de la Pologne. En guise de compensation, l'Autriche recevait la perspective de se voir attribuer un morceau du territoire français ! La Prusse menaçait de se retirer immédiatement de la guerre si l'Angleterre et l'Autriche n'approuvaient pas ce partage de la Pologne. Cela ne réchauffa pas l'amitié que, notamment, l'Autriche pouvait porter à la Prusse. Toute la stratégie autrichienne ne visa désormais plus qu'à occuper les régions françaises qu'elle revendiquait, l'Alsace et une zone du nord de la France. La Prusse, de son côté, totalement absorbée par les affaires polonaises, ne montrait aucune ardeur à participer à une entreprise qui, de guerre contre la Révolution qu'elle était au départ, était devenue une guerre de conquêtes de sa rivale autrichienne. L'armée prussienne gaspillait beaucoup de temps dans le siège de Mayence et regardait de loin sans presque rien faire les batailles entre Français et Autrichiens en Alsace.²³ Mais quand, de surcroît, un rapprochement s'esquissa entre l'Autriche et la Russie, en sorte que la Prusse craignit d'être dupée par ses deux « alliés », alors, en septembre 1793, elle suspendit presque complètement la guerre contre la France et rappela du Rhin la majorité de ses troupes pour les envoyer à la frontière polonaise et s'y assurer sa part de butin.

Ce fut encore pire avec la coalition de 1794. Une brouille éclata entre l'Angleterre et l'Espagne, et au printemps, une insurrection polonaise prit de telles dimensions que les Russes n'en venaient pas à bout et que les Prussiens durent en toute hâte aller à leur secours. Il n'était désormais plus question de participer à la guerre contre la France, et l'Autriche ne pouvait plus non plus y consacrer toutes ses forces. Le glas avait sonné pour la Pologne, et l'Autriche dut poster des contingents importants à la frontière polonaise pour ne pas être mise à l'écart du troisième partage comme elle l'avait été du deuxième. Si l'Angleterre n'avait pas fait feu de tout bois pour maintenir la coalition, elle se serait à ce moment-là déjà disloquée.

Mais pendant ce temps, la nouvelle armée révolutionnaire française avait pris des forces, elle avait mis au point une tactique nouvelle qui lui était propre et lui donnait la supériorité sur les armées anciennes, et du nouveau corps des officiers surgissaient déjà les généraux qui allaient faire de cette armée l'effroi de l'Europe féodale, les Hoche, Kléber, Moreau, Bonaparte, etc. Tandis que les chefs de la monarchie féodale se querellaient à propos du partage d'une proie qui n'était pas encore abattue, ils avaient laissé à l'armée révolutionnaire le temps de se renforcer considérablement. Même en mettant la fortune des armes de leur côté, il aurait sans doute été impossible aux monarques coalisés d'écraser la Révolution ni de restaurer, même passagèrement, l'état des choses antérieur à 1789. Mais si la République française put, à partir de 1794, passer à l'attaque, si elle put bouleverser la féodalité dans l'Europe entière et l'anéantir dans les pays limitrophes, ce fut en grande partie le fruit de cette rapacité mesquine et bornée de ses adversaires que nous avons tenté de décrire.

Les adversaires de la Révolution aiment ces derniers temps souligner ce point pour rabaisser, croient-ils, la « gloire » de la Révolution. Elle n'a pas vaincu en vertu de sa force intrinsèque, s'écrient-ils sur un ton triomphal, mais en raison des fautes diplomatiques de ses ennemis.

Certes, cela ne contribue pas à rehausser la gloire de la Révolution, mais, nous semble-t-il, cela rehausse encore moins celle de ses adversaires.

Ceci dit, quoi qu'il en soit de la gloire de la Révolution et de celle de ses adversaires, nous sommes prêts à reconnaître que ce ne fut pas la seule force des éléments révolutionnaires qui les a amenés à la victoire, mais tout autant les « fautes » de ses adversaires. Mais il y a un point que nous voudrions

²³ « Il ne fallait pas qu'on (c-à-d. la Prusse) remporte une victoire complète, la tâche n'était plus que de maintenir un **équilibre** entre un allié hostile (l'Autriche) et un ennemi qui nous était favorable (la France). » (Sybel, Vol.II, p. 258)

contester, c'est que ces fautes auraient été des accidents, et que la victoire de la Révolution aurait été le fruit du hasard.

Les discordes entre les cours, tout de même que les dissensions entre la noblesse et la royauté bureaucratique qui avaient si puissamment contribué à la Révolution, avaient leurs racines dans les conditions objectives. Ce ne sont pas des incidents isolés et contingents, mais des phénomènes typiques qui n'ont cessé de se reproduire sous des formes changeantes et qu'on peut observer dans l'histoire des peuples depuis qu'il existe des antagonismes de classes.

On peut, certes, estimer que l'apparition du danger aurait dû amener les puissances féodales à reléguer leurs intérêts particuliers et à prendre conscience de leurs intérêts communs, qu'elle aurait dû les inciter à consentir à des sacrifices temporaires pour obtenir un avantage permanent. Si convaincantes que soient ces réflexions, les conditions historiques qui auraient permis qu'elles fussent mises en pratique par les privilégiés, étaient absentes. L'évolution qui poussait à la Révolution les privait du même coup des qualités morales et intellectuelles qui les auraient rendus capables d'opposer un front solide et énergique à la Révolution. En perdant leurs fonctions sociales, ces éléments féodaux ne devenaient pas seulement superflus et nuisibles, ils perdaient aussi les qualités morales que confère le travail. Jouisseurs, indolents, amollis, ils avaient désappris à se battre pour leurs propres buts et à faire des sacrifices pour réussir. Ils étaient condamnés à dégénérer, non seulement moralement, mais aussi intellectuellement. Reconnaître la nature réelle des conditions objectives signifiait de plus en plus clairement percevoir l'inutilité et la nocivité de la féodalité. Leurs intérêts les contraignaient de plus en plus, non seulement à s'opposer à la diffusion de ces vérités dans le peuple, mais aussi à refuser eux-mêmes de les voir, à se mentir de plus en plus à eux-mêmes et à se bercer d'illusions. L'approche de la Révolution les poussait précisément à revenir aux modes de pensée d'une époque où ils étaient encore jugés nécessaires et utiles, mais que maintenant eux-mêmes ne comprenaient plus et reproduisaient pour cette raison sous une forme « idéale ». Ils étaient poussés au mysticisme, au spiritisme, au « romantisme », à la réactivation de formes de pensée qui pouvaient bien en leur temps avoir été rationnelles, mais qui, maintenant, reprises sans être comprises et en contradiction totale avec les exigences du présent, étaient parfaitement irrationnelles et ne pouvaient mener qu'à un abêtissement total.

Les puissances de la société féodale étaient déjà en pleine banqueroute morale et intellectuelle quand la banqueroute politique et économique s'abattit sur elles. Incapables du moindre sacrifice passager, incapables de grandes résolutions, incapables de comprendre leur situation, tout leur manquait de ce qui aurait pu les souder pour en faire une réelle « masse réactionnaire ». Certes, les divers éléments féodaux étaient intimement liés entre eux, mais à la manière d'un roi-de-rats, une masse de rats dont les queues sont entrelacées, qui ne peuvent se déplacer qu'à grand-peine et sont hors d'état de se procurer eux-mêmes leur nourriture, en sorte qu'au bout du compte, leur avidité insatiable les fait se dévorer entre eux.

La discorde et la myopie des éléments féodaux ne relevaient pas du hasard. Elles étaient aussi inévitables que les luttes de classes dans le Tiers État. Les unes comme les autres sont devenues des facteurs qui ont fortement influé sur le cours de la Révolution.

Nous voyons là nettement que l'évolution sociale est le résultat des luttes, non seulement entre les classes en plein essor et les classes vouées à disparaître, entre celles qui ont intérêt à préserver l'existant et celles pour lesquelles cet existant devient de plus en plus insupportable, mais aussi des luttes internes à l'un et l'autre groupe. Chacune de ces luttes, quelle qu'ait été l'intention des combattants, a fait avancer la Révolution. Si étrange que cela puisse paraître, il est indéniable que non seulement les dissensions qui déchiraient les classes dominantes, mais aussi celles qui opposaient les

dominés entre eux, ont été des leviers de la Révolution. Les antagonismes d'intérêts entre capitalistes et petits-bourgeois, entre ville et campagne, n'ont presque jamais constitué des freins, ils ont souvent été des stimulants. Ils augmentaient l'énergie déployée par la Révolution et donnaient aux masses révolutionnaires des buts sans cesse renouvelés, ils les poussaient sans cesse vers l'avant.

Les antagonismes propres aux classes dominantes, en revanche, aboutirent au relâchement de leurs initiatives, aboutirent à ce que leurs objectifs se restreignent de plus en plus, à ce que, au lieu de combattre la Révolution énergiquement et en se regroupant, elles se limitent de plus en plus à tenter de grappiller des avantages éphémères au gré des ébranlements de l'existant. Au lieu d'éteindre le feu chez eux, elles cherchèrent à profiter de la confusion générale pour piller chez le voisin, jusqu'au moment où l'effondrement généralisé de l'édifice les ensevelit sous ses décombres, elles et leur butin.